

# ***l'Anti*capitaliste**

n°344 | 7 juillet 2016 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

## ***Ils passent en force***



Fresque murale « L'Etat matraquant la liberté » réalisée par Coïm à Grenoble. DR

## **Contre la loi travail, le combat continue!**

### **Dossier**

## **LE REVENU DE BASE**

Pages 6 et 7

### **ÉDITO**

Rocard: nous,  
on n'est pas amnésiques  
Page 2

### **PREMIER PLAN**

Brexit: premières  
répliques après le  
séisme Page 2 et 3



### **ACTU INTERNATIONALE**

Turquie:  
#nousnesommespasensécurité  
Page 5

### **LIBRE EXPRESSION**

Entretien avec Sophie Bérout  
sur le syndicalisme  
Page 12



Par SANDRA DEMARCO

## Rocard: nous, on n'est pas amnésiques

La mort de Michel Rocard aura donc permis une belle unanimité de la classe politique institutionnelle. On nous assène qu'«il a tant fait pour la France et le socialisme» (Bartolone), un «homme de convictions [qui] n'a cessé toute sa vie, du PSU au Parti socialiste, de vouloir transformer la société, de réconcilier l'économique et le social, et de s'appuyer sur l'État comme sur les acteurs de la société pour agir et changer la réalité» (Aubry). «Un éclairateur nous a quittés», dit même Mélenchon, le faisant ainsi passer pour un ami des opprimés... pourtant aujourd'hui célébré à droite et même à l'extrême droite.

Pour notre part, nous refusons de participer à cette amnésie générale. Rocard n'est pas seulement celui qui a affirmé en 1989 que «nous ne pouvons plus héberger toute la misère du monde», marquant ainsi les renoncements de la gauche sur la question de l'immigration. Il est aussi en vrac le responsable du livre blanc sur les retraites qui a ouvert la voie à toutes les contre-réformes de gauche comme de droite, de la matraque contre la grève des infirmières en 1988, des accords de Matignon qui maintiennent le statut de colonie de la Kanaky (Nouvelle-Calédonie) et a permis l'amnistie des militaires qui assassinèrent des Kanaks au terme de l'assaut de la grotte d'Ouvéa... Il était aussi le Premier ministre du premier gouvernement de gauche... comprenant des ministres venus de la droite, celui qui a le plus utilisé le fameux 49-3 (Valls a été à bonne école...), avec une fin de carrière à un poste nommé par Sarkozy. Bref, un agent puissant du néolibéralisme au sein du PS.

Aussi rien d'étonnant à ce que Michel Rocard ait pu fêter ses 80 ans en compagnie d'Ernest-Antoine Seillière ou de Laurence Parisot, d'Alain Bauer (grand promoteur de politiques sécuritaires), outre évidemment la présence de pontes du PS ou de Nicole Notat (ancienne secrétaire générale de la CFDT qui avait soutenu le plan Juppé combattu par la rue en 1995). Nulle raison donc de se montrer surpris que Rocard ait pu à la toute fin de sa vie considérer que la loi travail est «une chance pour la France»...

Comme l'écrivait notre camarade Daniel Bensaid, «les Rocard et consorts ont de la suite dans les idées. Ils travaillent dans le long terme, en hommes de gouvernement et d'administration. Sans le dire encore ouvertement, ils partagent les préoccupations des technocrates capitalistes».

## À la Une

# Ils passent en force. Contre la loi travail, le combat continue!

*Une journée de grève et de manifestation le 5 juillet... Le fait est tellement inhabituel qu'il suffit de l'énoncer pour mesurer la singularité de la mobilisation contre la loi travail. Début juillet est pourtant une date tout indiquée pour faire passer en douce les mauvais coups... Normalement! Mais voilà, le mouvement contre la loi El Khomri est venu perturber le cours «normal» des choses. Intempéries ou pas, Euro de foot ou pas, approche des congés d'été ou pas, la mobilisation se maintient et pourrait rebondir à la rentrée.*

Depuis le début, ce gouvernement ne connaît que la manière forte, à l'Assemblée nationale avec le 49-3, dans la rue avec les violences policières et dans les tribunaux avec des condamnations exceptionnellement lourdes. Le rapport «Maintien de l'ordre: la dangereuse dérive» réalisé par les journalistes de Reporterre<sup>1</sup> fait un point, non exhaustif, sur les violences policières: blessures, mutilations, tirs dans le dos, disproportion des moyens, usage des flash-ball et grenades de désencerclement, humiliations, insultes et menaces... On doit y ajouter les interdictions de manifestations, les fouilles répétées et systématiques des manifestantEs, les «nassages», l'encerclement de la Bourse du travail... L'ensemble dresse un tableau de pratiques répressives inédites au cours des cinquante dernières années.

### Une démocratie vidée de tout sens

Sur le terrain parlementaire, le gouvernement dégage de nouveau le 49-3. Cette loi est inacceptable, ni négociable ni amendable, il faut la mettre en échec. La seule réponse à ce coup de force doit être de censurer Valls et son gouvernement. C'est lui et lui seul qui lie son sort à la loi travail, et les tergiversations des dits «frondeurs» sont inexplicables, si ce n'est par le refus de rompre réellement avec cette politique et ceux qui l'imposent.

La loi travail est indissociable de l'État d'exception, de l'État policier, pas seulement parce que le gouvernement a utilisé avec un opportunisme cynique le climat créé par les attentats, pas seulement parce qu'il a usé et abusé des provocations et violences policières pour délégitimer et criminaliser la résistance, mais fondamentalement parce que le monde de la

absence d'expression politique d'une opposition à gauche, l'absence d'une voix des exploités et des opprimés audible, lui laissait la voie libre. Manifestement il se trompe. Il parviendra peut-être à museler ses opposants institutionnels, mais il ne supprimera pas la colère et le rejet. Dans tous les cas, il paie d'ores et déjà sa politique d'une illégitimité sans

### Ni amers ni découragés, on lâche pas l'affaire

De notre côté, force est de constater qu'il n'y a pas eu de grève générale capable de bloquer l'économie, d'imposer par un rapport de forces direct le retrait de la loi et le départ du gouvernement Valls. Mais bien que nous n'ayons pas eu pour le moment la force de stopper le gouvernement, ce n'est pas le découragement qui l'emporte. Les salariéEs qui, comme ceux des raffineries, sont entrés en grève reconductible pour renforcer et encourager les autres secteurs à engager l'épreuve de force pour le retrait de la loi travail, ne sont ni amers ni découragés, mais plutôt fiers d'avoir essayé. Depuis plus de quatre mois, des dizaines de militantEs de différents secteurs, statuts, histoires... se mobilisent de manière déterminée, agissent, bloquent... bref ne lâchent pas l'affaire.

Beaucoup se retrouveront cet été à Notre-Dame-des-Landes ou à Bure. Et comme en témoignent les manifestations qui accueillent chaque déplacement d'un membre du gouvernement, les ministres ne passeront pas l'été tranquilles... Même pas la rentrée! Le PS annule son université d'été prévue fin août à Nantes pour, selon le premier secrétaire du Parti socialiste, «trouver une autre date pour permettre de faire les choses avec plus de sérénité». Il risque d'attendre longtemps!

**Christine Poupin**

<sup>1</sup> <https://reporterre.net/>

Violences-policières-le-rapport-qui-dit-les-faits



Dans la manifestation du 14 juin à Paris. PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

loi travail est un monde sans droits dans et hors des entreprises, un monde où la démocratie est vidée de tout sens.

Le gouvernement pensait pouvoir tout se permettre. Il pensait qu'il lui suffirait d'agiter la menace de la droite et de l'extrême droite pour donner à son projet un certificat de «moindre mal». Il pensait que

celle croissante et d'une crise politique sans précédent. La cote de popularité de Hollande et Valls continue de chuter (respectivement 88% et 80% d'opinions défavorables dans un sondage publié le 30 juin). Quant à l'utilisation du 49-3, elle est désavouée par 73% de l'opinion dans un autre sondage.

## BREXIT / UNION EUROPÉENNE

# Premières répliques après le séisme

*La victoire du Brexit entraîne une déstabilisation importante de l'organisation des classes dominantes de l'Union européenne. Les grandes manœuvres sont donc déclenchées, où chaque secteur du capital cherche à tirer son épingle du jeu.*

Le premier sujet des manœuvres concerne le processus de retrait de l'Union européenne du Royaume-Uni. Il s'agit de la mise en œuvre du fameux «article 50» des traités européens qui organise la sortie d'un

pays membre à sa demande. Un tel processus visant à remplacer le cadre multilatéral de l'UE par une multitude de traités bilatéraux, est très complexe, mais ne peut pas dépasser deux ans. Dans la mesure où ce sera au successeur conservateur du Premier ministre britannique David Cameron de déclencher le processus, les autorités britanniques sont tentées d'utiliser l'entre-deux actuel pour retirer le plus possible d'avantages des négociations avec l'Union européenne.

Comme dans ce processus complexe, les intérêts croisés entre États européens sont aussi fort que les sujets de concurrence, les dirigeants de l'UE ont commencé à se diviser dès le lendemain du référendum. D'un

côté ceux, en particulier du nord de l'Europe, favorables à permettre aux dirigeants anglais de s'en sortir au mieux, en leur donnant tout le temps nécessaire pour négocier, voire limiter au minimum les effets du référendum. De l'autre, ceux comme Hollande ou Renzi... et Tsipras, qui veulent aller vite et «faire payer» au capitalisme britannique le résultat du référendum pour empêcher la Grande-Bretagne d'obtenir de trop bonnes conditions comme un dumping fiscal renforcé, afin de dissuader d'organiser des référendums de sortie de l'UE dans d'autres pays... et au passage tenter de profiter des éventuelles conséquences négatives du Brexit sur la place financière de la City. Entre les deux, Merkel

cherche à maintenir les meilleures conditions de stabilité de l'UE au bénéfice du capitalisme allemand. Au sommet européen du mercredi 29 juin, la fermeté et l'exigence de décisions rapides du gouvernement britannique ont dominé, mais la route du repositionnement de la Grande-Bretagne par rapport à l'UE est encore longue!

### Le Royaume-Uni «leave»... mais le capitalisme «remain»!

Par ailleurs, la sortie de l'Union européenne, a fortiori pour un État à l'économie aussi imbriquée dans l'UE, est très loin de signifier une rupture avec ses principes de fonctionnement. Ainsi, sous des formes diverses, les États européens non

## BIEN DIT

*Riyad est devenu notre premier client, et nous entretenons les meilleures relations commerciales du monde avec Le Caire, dans un moment où l'Égypte vit sous un régime répressif que certains observateurs comparent avec ce qui se passait en Amérique latine il y a quarante ans. (...) Aujourd'hui, la France entretient avec l'Égypte une coopération militaire très étroite: en agissant ainsi, elle décrédibilise complètement le Traité sur le commerce des armes (TCA) - que Le Caire n'a bien sûr pas signé - et se rend complice de la répression qui sévit dans ce pays.*

AYMERIC ELLUIN d'Amnesty international, dans un entretien à *Politis* (n°1410 du 30 juin), à propos de la France en passe de devenir deuxième exportateur mondial d'armement...

# Un monde à changer

**L'ARNAQUE.** Il était une fois une étudiante de la prestigieuse université américaine de Stanford qui décida d'abandonner ses études pour créer son entreprise, Theranos. Voilà un exemple de la bonne route selon l'évangile de Saint Macron. Onze ans plus tard, en 2015, elle a 32 ans et sa fortune a atteint 4,5 milliards de dollars, ce qui la situe parmi les 400 Américains les plus riches. Tout le monde l'adore (*le Figaro Madame* fait son éloge en avril 2015), elle est citée en exemple, et Obama la nomme ambassadrice d'un programme en faveur de l'«*entreprenariat mondial*».

Elle a inventé une méthode pour réaliser les tests sanguins, moins douloureuse et moins coûteuse que la traditionnelle prise de sang. Elle en fait la promotion en disant que chacun disposera désormais d'un droit humain fondamental : la possibilité de détecter un risque de maladie, du cancer de la prostate au mauvais cholestérol, avant même l'apparition de symptômes. Des

points de vente s'ouvrent à travers les États-Unis. Mais en 2016, l'estimation de la fortune d'Élisabeth Holmes (tel est son nom) a été ramenée à zéro, et elle fait désormais l'objet d'enquêtes de l'agence de santé américaine, de l'organisme de supervision de la Bourse et d'un tribunal. Que s'est-il passé? Des salariés de l'entreprise ont confié à des journalistes qu'ils s'interrogeaient sur les écarts de résultats entre leurs tests et ceux réalisés par des méthodes classiques. En novembre 2015, l'agence fédérale de contrôle des laboratoires commença alors à s'intéresser à la question : ses inspections montrent de graves infractions susceptibles de créer des «*dangers immédiats pour la santé et la sécurité des patients*» en induisant les médecins en erreur. Puis c'est l'avalanche, et la chute...

Voilà donc où conduit à la fois l'absence de contrôle public sérieux sur les opérateurs médicaux et l'esprit de lucre des capitalistes.

## MANIFS CONTRE LA LOI TRAVAIL

# « Souriez, vous êtes nassés ! »

Les trois dernières manifestations parisiennes contre la loi travail laissent un goût amer à toutes celles et ceux qui y ont participé. Prétextant des incidents ayant émaillé les précédents cortèges, ainsi que les mesures de sécurité liées à la prolongation de l'état d'urgence, le gouvernement et son appareil répressif nous ont – de fait – empêché de réellement manifester.

Ainsi, le mardi 28 juin au petit matin, pour créer l'ambiance, comme lors de la manifestation précédente, la police procédait à des perquisitions en dehors de toute commission rogatoire, et retenait en garde à vue une dizaine de militantEs, syndicalistes, antifascistes, ou qui avaient participé à une manifestation contre l'état d'urgence, les gardant pour certains jusqu'au lendemain. Dès 11 heures, les participantEs à une assemblée interluttées à la Bourse du travail étaient nassés pour leur interdire de se rendre à la manifestation de l'après-midi. À la même heure, le trajet de celle-ci était hermétiquement entouré par les forces de répression, obligeant les manifestantEs à intégrer le cortège par la place de la Bastille. Les flics procédaient à une fouille humiliante de tous les participantEs, confisquant aux check-points foulards, lunettes de piscine, hampes de drapeau... Un étudiant allait même être mis en garde à vue pour avoir oublié dans son sac à dos une arme redoutable : un couteau à beurre! Les flics participant à cette odieuse et

inépète fouille de masse avaient pour consigne de souhaiter... «*un bon après-midi*» à tout le monde, ne faisant qu'attiser la haine et une saine colère des manifestantEs.

### Va-t-on négocier le poids des chaînes?

37 personnes ont été interpellées, plusieurs blessées au cours de tabassages en règle par les «*forces de l'ordre*». À l'heure où sont écrites ces lignes, nous ignorons si le scénario grotesque que l'on vient de décrire sera le même ce mardi 5 juillet. Il semble malheureusement que ce sera le cas puisque les organisations signataires de ce nouvel appel à manifester contre la loi travail ont une nouvelle fois renoncé au parcours qu'elles avaient déclaré, acceptant un nouveau tour de manège dans le sens inversé du précédent... À quand la mise en place d'un permis de manifester à points, individuel, délivré par des organisations jugées

### VIOLENCES POLIÈRES



«*responsables*» par le pouvoir et validé par la préfecture de police? Inscrit dans la Constitution, notre droit à manifester ne peut souffrir

les entraves d'un gouvernement autoritaire et illégitime. Les organisations qui continueraient à se plier aux exigences de la préfecture et du ministère de l'Intérieur ne feraient à terme que creuser leur propre tombe. Les anticapitalistes ne seront pas de ceux-là. Il y aurait quelque ironie, après avoir pendant des décennies dénoncé toutes les oppressions et les dictatures sévissant aux quatre coins du globe, à rester passifs devant les menaces de plus en plus précises de l'instauration d'un État policier dans notre propre pays...

Toutes les organisations – partis, syndicats, associations – sont concernés par les intolérables atteintes à nos droits collectifs commises par Valls, Cazeneuve et Urvoas. Plus que jamais, manifestons contre la loi travail, l'état d'urgence, et les violences policières.

«*État d'urgence État policier, on ne nous empêchera pas de manifester!*»  
**Alain Pojolat**



Juncker raccompagne Cameron vers la sortie. Et maintenant? DR

membres de l'UE comme la Norvège, l'Islande ou la Suisse, ont été obligés au cours des années de signer des accords bilatéraux impliquant la transcription automatique dans leur droit national et commercial de la plupart des directives de l'UE. L'organisation de la libre circulation des marchandises et des capitaux est une pression écrasante de l'ensemble des structures du capitalisme mondialisé. La libre circulation des personnes à l'intérieur des espaces intégrés, associée à l'établissement

de murs toujours plus étanches à l'extérieur, est également une contrainte à laquelle il est difficile à un quelconque État d'échapper...

### Fuite en avant des classes dirigeantes

Mais évidemment, la crise de l'Union européenne, que le Brexit accélère, va bien au-delà de ces problèmes de relations économiques entre la Grande-Bretagne et le reste de l'UE. Dans une Europe dont la position internationale s'affaiblit à tous les niveaux, elle manifeste une fragilité supplémentaire face à tout rebond de la crise mondiale, elle matérialise l'impasse du proto-État capitaliste européen, et surtout elle signe l'illégitimité profonde des orientations de cette construction.

En réaction, les couches dirigeantes européennes cherchent à reprendre l'offensive sur le sens de l'UE, mais

chaque initiative ne fait que montrer les plaies béantes : ainsi Jean-Marc Ayraut et Sigmar Gabriel, le ministre et dirigeant principal du SPD allemand, ont dégagé un texte commun en réaction au Brexit, texte se voulant social-démocrate et plaidant pour une intégration renforcée d'un «*noyau dur*» européen autour de projets d'investissement partagés. En réponse, le ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble propose quant à lui d'approfondir la soumission des budgets nationaux aux critères de Maastricht sur les finances publiques, la dictature financière!

Toutes les autorités de l'UE sont conscientes que si une relance de «*l'intégration*» est nécessaire pour éviter un effritement mortifère tant au niveau politique qu'économique, la crise même de légitimité de l'UE rend totalement illusoire

sa validation démocratique dans la période.

### Rompre avec leur Europe pour construire la nôtre

Face à ces convulsions et à ces fuites en avant des classes et partis dirigeants en Europe qui nous mènent aux pires catastrophes, il est clair pour nous que la solution ne réside ni dans l'idéalisation des passés nationaux ni dans une énième réforme de l'Union européenne. Ses institutions antidémocratiques et vouées à la défense d'une minorité de possédants doivent être défaits, mais pour laisser la place à une Europe libérée de l'exploitation et de l'oppression. Seule la construction concrète de la convergence des peuples, européens et non européens, autour de leurs aspirations, de leurs revendications sociales, démocratiques, environnementales, nous fera avancer dans ce sens.

**Christian Varin et Simon Picou**

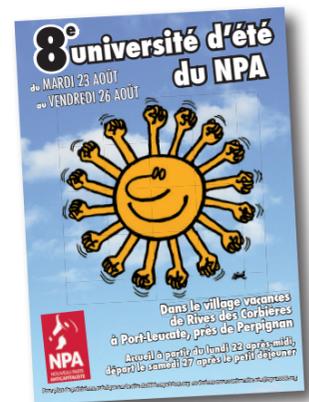
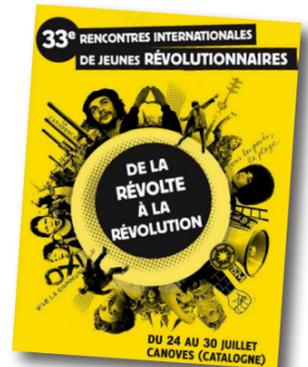
## Le chiffre

# 14,6 millions

C'est, d'après l'association UFC-Que choisir, le nombre de personnes qui, en France en 2016, peinent à rencontrer un médecin de famille à moins de trente minutes de chez elles (soit 23% de la population métropolitaine). L'association dénonce à juste titre une «*aggravation de la fracture sanitaire*».



## Agenda



## NO COMMENT

Le désir d'enfant d'une femme ou d'un couple de femmes ne justifiera jamais de priver un enfant de son père en programmant de le rendre orphelin avant même sa naissance.

La présidente de la Manif pour tous, LUDOVINE DE LA ROCHÈRE, à propos de la procréation médicalement assistée (PMA), citée dans un communiqué du mouvement lundi 4 juillet

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Manu Bichindaritz

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : rotoiimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

## TAXE RÉGIONALE

## Un nouvel impôt pour financer les entreprises

C'est Richert, président (LR) de l'Association des régions de France (ARF) qui l'a annoncé: Valls et lui se sont mis d'accord pour l'instauration d'un nouvel impôt, la Taxe spéciale d'équipement régional (TSER) qui devrait rapporter 600 millions d'euros pour permettre aux régions de «financer les entreprises»...

Dans un contexte de baisse globale des dotations de l'État aux collectivités territoriales, les nouvelles super-régions viennent en effet de récupérer des pouvoirs qui étaient jusque-là de la compétence des départements (dont «l'aide» aux entreprises). Gouvernement et régions se sont donc mis d'accord sur un nouvel impôt qui sera prélevé sur les ménages propriétaires (en plus des impôts fonciers qui ont déjà augmenté de 16,5% en cinq ans!) et sur la cotisation foncière des entreprises. Le détail en sera précisé dans le projet de loi de finances 2017, mais du fait de l'accroissement de l'immobilier, l'ARF a déjà dit «*tabler sur une croissance annuelle de 2 à 2,5% de cette taxe*».

L'annonce n'a pas manqué de déclencher des protestations... chez les patrons et les professionnels de l'immobilier! Présidentielle à l'horizon oblige, Estrosi et Bertrand (LR) se sont joints au concert des hypocrites... alors que ce nouvel impôt est tout ce qu'il y a de plus consensuel: LR comme PS, les présidents de région demandant à pouvoir arroser à leur guise les PME... en prenant dans les poches de la population.



Rousset - Richert, comme une forme de continuité... DR

## Transfert des pouvoirs... et transfert des richesses!

Lors du dernier congrès de l'ARF, en juin 2015, le président de l'époque, Rousset (PS), expliquait: «*L'État doit se réformer et mettre la priorité sur ses fonctions régaliennes, renforcement de l'armée, de l'éducation, de la justice, le contrôle sanitaire...*», et comparait avec l'Allemagne: «*Les Régions françaises accompagnent aujourd'hui les PME à hauteur de 700 millions d'euros par an. Les Länder pour près de 10 milliards! Si l'on intègre les aides d'État - crédit impôt recherche, CICE - la différence est d'un à cinq. En termes d'accompagnement, une PME française n'est pas à égalité avec une PME allemande [...]. Il suffirait, par une réorganisation des ressources, de porter la capacité des Régions à 2 milliards pour passer de 20 000 à 40 000 entreprises accompagnées et de 60 000 à 120 000 emplois industriels*»... À défaut d'emplois, l'augmentation des pouvoirs des Régions est indéniablement en cours, de même que l'accélération des transferts de richesses de la population vers les «entreprises» par le biais des budgets publics et de l'impôt...

Mais que l'on se rassure, Hollande a réaffirmé le 30 juin au journal *Les Échos*: «*J'avais dit au printemps dernier qu'une baisse supplémentaire d'impôt sur les ménages était possible, si nous disposions des marges de manœuvre. (...) Je reste sur la même position: si malgré le Brexit, la croissance était de 1,7% en 2017, ce geste fiscal, qui ne pourrait être supérieur à 2 milliards d'euros, viendrait s'ajouter aux allègements accordés depuis 2014 et qui ont d'ores et déjà concerné 12 millions de contribuables*... ». Sans blague!  
**Isabelle Ufferte**

## BREXIT

## En France, démagogie et faux semblants

La crise ouverte par la victoire du «leave» au référendum britannique a mis la question européenne au centre de la scène politique française.

L'extrême droite a été la première à se réjouir de la victoire du Brexit, «*Victoire de la liberté!*» a twitté Marine Le Pen. Comme je le demande depuis des années, il faut maintenant le même référendum en France et dans les pays de l'UE». Ce sera un des points clés de sa campagne à la présidentielle mais Marine Le Pen se montre prudente. Elle promet un référendum sur la sortie de l'UE «*dans les six mois*» au cours desquels elle négocierait à Bruxelles le «*retour en France de quatre souverainetés essentielles: territoriale, monétaire, législative et économique*». Derrière l'agitation contre l'UE qui nourrit de grandes envolées lyriques sur le thème du «*printemps des peuples*» comme au moment de la Chute du Mur, il y a une approche plus pragmatique compatible avec ce que voudront les multinationales dont elle espère avoir à défendre les intérêts au pouvoir.

Ce qui ne change pas, c'est la démagogie nationaliste, xénophobe et raciste. «*Il ne reste plus qu'une alternative aux peuples européens: rester pieds et poings liés dans une union qui trahit les intérêts nationaux et la souveraineté populaire, ouvre grand nos pays à l'immigration massive et à la finance arrogante, ou décider de retrouver leur liberté par le*



Drapeaux français et européen en berne. Pour les politiques français, rien ne va plus. DR

vote.» Le nationalisme pour faire croire à des intérêts communs entre travailleurs et capitalistes français, le racisme pour diviser les travailleurs entre eux. Un danger mortel.

## Ils sont pour l'Europe forteresse

Parmi les tenants de l'Europe capitaliste, François Hollande s'est saisi de l'occasion du Brexit et des positions du Front national pour tenter de grandir les enjeux de sa réélection. «*L'élection présidentielle va se jouer aussi sur la participation de la France à l'Union européenne*». «*On ne décide pas d'un référendum par convenance personnelle ou habileté politique*», a-t-il ainsi déclaré contre celle qu'il

a appelée «*Madame Frexit*». Mais cette Europe qu'il défend, c'est celle qui ferme - et encore, pas suffisamment selon lui - ses portes aux millions de femmes et d'hommes qui voudraient y trouver refuge. Surfant sur les craintes liées aux préjugés sur l'immigration, il fait le choix de s'afficher comme voulant «*le rétablissement d'un contrôle effectif des frontières*» extérieures de l'UE, le renforcement d'une Europe forteresse. Ainsi, il se situe sur le même terrain qu'un Sarkozy qui dit: «*L'Europe a des frontières, elle doit enfin les faire respecter*», ou qu'il n'est pas question d'un nouvel élargissement de l'UE, en particulier vis-à-vis de la Turquie.

Autant dire qu'il serait illusoire de compter sur Hollande, à l'égal de ses rivaux de droite, pour faire barrage à Le Pen.

## Souverainisme, nationalisme, même combat

Mélenchon se veut le candidat de la «*sortie des traités européens*» et tenant d'un souverainisme de gauche, avec cette particularité toute personnelle que son discours, quoi qu'il s'en défende, est imprégné de chauvinisme et de xénophobie anti-allemande. «*Ce n'est d'abord l'échec de l'Europe allemande*, écrit-il dans son blog. *Cette Union européenne de l'austérité, du dumping, du libre-échange. [...] Dès lors, la réaction de François Hollande n'est pas au niveau de l'Histoire. Pas de nouveau traité? Pas de référendum? Juste des aménagements aux textes existants? Et pour quoi faire? Des règlements sur les investissements! Et une nouvelle étape dans la liquidation de l'indépendance de notre pays: l'intégration de nos forces armées! Bon appétit! Et là-dessus, courir voir Mme Merkel à Berlin sur le mode "allo maman bobo" est la preuve d'une analyse faussée du résultat.*»

Mais l'escroquerie majeure, c'est de laisser croire que la population, les travailleurs, auraient davantage de liberté, de moyens de diriger leurs vies, d'imposer d'autres politiques que les politiques d'austérité simplement parce qu'ils seraient revenus à la France d'avant, à une nation souveraine, «*à l'indépendance de notre pays*».

Non, il n'y a pas d'issue possible pour les travailleurs, les jeunes, dans le cadre de la mondialisation capitaliste, qu'une perspective internationaliste, une Europe des travailleurs et des peuples.  
**Galia Trépère**

## GAUCHE

## Hollande voudrait cracher sur nos tombes

Le Président de tous les reniements a choisi le quotidien économique et financier du milliardaire Bernard Arnault, *Les Échos*, pour donner une interview-fleuve où il liquide toutes les références de la gauche, même réformiste.

Unedic... mais les milliards vont continuer de tomber: le CICE va encore augmenter, l'impôt sur les sociétés va baisser pour les PME, et la prime à l'embauche pour les PME va perdurer. La compression des dépenses, notamment sociales, va continuer mais un impôt va baisser: pas la TVA mais l'impôt sur le revenu. Une baisse qui concernera non les bas revenus mais les prétendues «*classes moyennes*». Peu importe au Président le diagnostic de l'INSEE sur l'augmentation des inégalités. Et pour après les présidentielles, il faudra continuer, car tout ce qui a été fait depuis 2012 va dans la bonne direction.

HOLLANDE 2017

VOTEZ POUR MOI!!!

POUR FAIRE BARRAGE A MANUEL VALLS!

## Un scénario à l'italienne?

Hollande refuse toute accusation de trahison. Il regrette que la révision constitutionnelle sur la déchéance de la nationalité n'ait pas abouti. À Notre-Dame des Landes, les travaux vont s'engager et la ZAD sera évacuée. Quant aux institutions, une chose est claire: il ne faut pas toucher au pouvoir présidentiel: «*nos institutions m'ont permis d'intervenir au Mali en quelques heures... et de parler aux Conseils européens avec plus de force que d'autres*». Ce qui sous-entend que le débat parlementaire, obligatoire dans d'autres pays européens avant les décisions importantes, est une perte de temps. Pour les présidentielles, il faut rassembler la «*gauche de gouvernement*». Quant à la «*gauche de*

contestation», elle ne voudrait pas vraiment gouverner et ferait le jeu de la droite et de l'extrême droite... Ces déclarations de Hollande valent pour le présent et l'avenir. Il crache sur ce qu'ont été les valeurs affirmées par la gauche. Face à la droite et à Le Pen, il veut apparaître comme la solution réaliste et un rempart contre le «pire». Mais son objectif est en fait de réussir à imposer une configuration à l'italienne, où la gauche a disparu du Parlement au profit de combinaisons centristes directement liées à des fractions du grand patronat.

Pourtant, lui et les autres dirigeants européens dansent sur un volcan dont le référendum britannique est une fumerolle. Aux anticapitalistes et révolutionnaires de reconstruire une alternative et un espoir de victoire... Certes, le mouvement contre la loi travail montre que des éléments existent, mais, d'une façon totalement différente des années 70, une expression de Daniel Bensaid a retrouvé son actualité: l'histoire a recommencé de nous mordre la nuque.  
**Henri Wilno**

GRANDE-BRETAGNE

# Dix jours de tourmente politique

Le Premier ministre David Cameron a démissionné – ce qui était inévitable après la victoire du Brexit – mais il a précisé que l'article 50 ne serait déclenché qu'après la prise de fonction de son successeur à l'automne. Bien que Cameron reste formellement en poste jusqu'à ce que son remplaçant soit désigné, dans les faits, il n'y a plus de gouvernement. S'en est suivi une bataille amère au sein du Parti conservateur pour lui succéder: Boris Johnson, chef de file conservateur de la campagne du Brexit et favori pour la direction, s'est retiré de la course après des attaques de partisans du «Leave».

Cinq prétendants sont aujourd'hui en lice: Liam Fox, Michael Gove et Andrea Leadsom, militants du Brexit, et Steven Crabb et Theresa May, partisans du «Remain». Les députés conservateurs voteront dans les prochaines semaines pour désigner deux candidats parmi ces cinq et ce sont les adhérents qui départageront ces derniers. Theresa May, secrétaire d'État à l'Intérieur, a actuellement obtenu davantage de soutiens parmi les députés que l'ensemble des autres candidats réunis, même si près de la moitié n'ont pas encore exprimé de préférence.

Quel que soit le successeur de Cameron, il poursuivra les attaques contre les droits des travailleurs et alimentera encore le racisme en accusant les migrants d'être responsables des difficultés qui résultent en fait de leurs politiques d'austérité.

## Flambée des attaques racistes

La police signale une multiplication par cinq des attaques racistes – un chiffre sans aucun doute sous-estimé – suite à une campagne qui a vu la banalisation d'un racisme ignoble, en particulier, mais pas seulement, dans le camp du Brexit. Jo Cox, députée travailliste

Depuis le référendum britannique du 23 juin, la situation a évolué très rapidement. La livre sterling est tombée de façon spectaculaire à son plus bas niveau depuis 1985 et la Grande-Bretagne a perdu son triple AAA. Une récession est tout à fait possible.

et fervent soutien des réfugiés, a été assassinée par un fasciste une semaine avant le référendum.

Un centre communautaire polonais a été attaqué, des magasins turcs et espagnols ont eu leurs vitres brisées, et des enfants sont moqués dans les écoles, sommés de rentrer chez eux... Les communautés attaquées ne sont pas seulement celles qui sont venues en Grande-Bretagne grâce aux directives de libre circulation dans l'UE, mais aussi des personnes dont les familles vivent

en Grande-Bretagne depuis des générations. Organisation antiraciste, The Monitoring Group a reçu 112 signalements depuis le vote en faveur du Brexit contre 4 en moyenne par semaine. Suresh Grover, son responsable, a déclaré: «Il semble que nous fassions face à une vague d'incidents racistes et xénophobes. Nous avons eu des appels témoignant de tensions entre voisins, d'insultes racistes, de tracts xénophobes postés dans les boîtes aux lettres.»

En réaction, il y a eu des manifestations importantes en faveur des migrants et contre les crimes

de haine, ainsi que des actions de solidarité entre communautés.

## Tentative de coup contre le travailliste Jeremy Corbyn

La plupart des députés travaillistes n'ont jamais digéré la victoire à la direction du parti du chef de l'aile gauche, Jeremy Corbyn, après une campagne extrêmement dynamique l'été dernier qui a vu le nombre d'adhésions doubler et les jeunes affluer. En décembre 2015, ils avaient cru pouvoir profiter de la défaite annoncée du Parti travailliste dans l'élection partielle cruciale de la

**BREXIT: LE RÉVEIL DE L'EXTRÊME-DROITE**



CHARMAG

circonscription d'Oldham West & Royton, mais le Parti travailliste l'emporta.

Puis ils mirent sur l'échec du Labour aux élections locales de mai 2016, mais les résultats démentirent leurs pronostics.

Aujourd'hui, ils mettent en avant le résultat du référendum en faveur du Brexit pour tenter de pousser Corbyn à la démission. N'étant pas certains qu'ils pourraient l'emporter dans une course à la direction du parti, ils ont orchestré des démissions en masse du «cabinet fantôme», et les députés travaillistes ont adopté une motion de défiance. Mais Corbyn est toujours là et leurs manœuvres ont été mises en échec. Le nombre d'adhésions est à nouveau en

forte hausse (60 000 cette semaine) et ils n'arrivent pas à s'accorder sur le nom d'un candidat alternatif. En parallèle, des meetings et des manifestations monstres se déroulent dans tout le pays en soutien à Corbyn, et la plupart des syndicats se sont prononcés en sa faveur.

Dans le même temps, plus de 50 000 personnes ont défilé à Londres ce samedi 2 juillet à l'occasion d'une «Marche pour l'Europe». Sans aucun doute, ce rassemblement manquait de cohérence politique, un grand nombre de manifestants étant totalement acritiques de l'UE, et certains appelant à un second référendum, ce qui serait une nouvelle occasion pour la droite de déverser sa bile raciste... Néanmoins, des slogans en défense des réfugiés y étaient présents et l'affiche de Left Unity défendant la libre circulation des personnes a été très bien accueillie.

Corbyn et son équipe tentent de formuler un certain nombre d'exigences en termes de défense des droits des ressortissants de l'UE résidant en Grande-Bretagne, de la défense des droits des travailleurs, contre l'austérité et pour l'accès au marché unique. Bien sûr, cette tentative est très peu relayée par des médias plus préoccupés du vide politique que de la défense des droits des travailleurs. Dans cette situation volatile, le Parti travailliste aurait pu saisir l'occasion et affronter les conservateurs, mais la droite du parti est prête à abdiquer de cette lutte. Non pas qu'elle craigne une défaite de Corbyn lors des prochaines élections, mais bien sa victoire...

De Londres, Terry Conway (traduit par Raymond Adams)

## YÉMEN La sale guerre de «notre» ami l'Arabie saoudite

Elle a presque disparu de «nos» médias dominants. Mais elle continue de faire des ravages, un an et quatre mois après son début: la guerre sanglante que mène (en premier lieu) «notre» allié, le régime saoudien, en terre yéménite...

Ce conflit militaire dans le plus pauvre des pays arabes a coûté la vie, jusqu'ici, d'environ 6 400 personnes. On décompte aussi quelques 40 000 blessés, et 2,5 millions de Yéménites ont été contraints de quitter leurs foyers. La majorité d'entre eux et elles vivent comme «déplacés internes» dans d'autres parties du pays. Depuis le 11 avril 2016, une négociation de paix a été ouverte au Koweït, sous les auspices des Nations unies, sans grand résultat...

Du point de vue du régime wahhabite saoudien, ce conflit se présente avant tout comme une guerre «de procuration» contre son rival stratégique sur la scène régionale: le régime iranien. Les belligérants yéménites sont considérés, «vu depuis Riyadh» (la capitale saoudienne), comme des pions dans ce jeu géopolitique et teinté de confessionnalisme. Cela concerne avant tout les «Houthistes», une force rebelle d'obédience chiite que le régime saoudien considère comme une marionnette de l'Iran. La réalité est plus nuancée: si les slogans de cette milice chiite («Mort à l'Amérique, malédiction aux juifs», un soutien à l'«Axe de résistance» formé notamment par les régimes iranien et syrien, etc.) sont bien en phase avec ceux du pouvoir de Téhéran, elle puise néanmoins sa force dans des conflits internes à la société yéménite. Dans un pays au jeu politique largement confessionnalisé et tribalisé, elle traduit les aspirations et exaspérations de la minorité chiite (zaïdite).



Le Yémen bombardé. DR

## Bombardements aveugles

Les «Houthistes», qui étaient entrés dans la capitale Sanaa à partir de septembre 2014, s'étaient alliés avec l'ancien président du pays Ali Abdallah Saleh et ses partisans, contre son successeur (depuis 2012), Abd Rabbo Mansour Hadi. Saleh avait présidé le pays de manière autocratique depuis 1978, mais avait renoncé au pouvoir sous la pression d'un mouvement de masse né en 2011. Porté par des civils, ce mouvement s'inscrivait dans la foulée des révoltes des «printemps arabes». Après plusieurs mois de révolte démocratique, son ancien vice-président, Mansour Hadi, fut élu président lors d'un vote où il était le candidat unique. Saleh, blessé lors de combats, s'était d'abord enfui en Arabie saoudite, puis s'était exilé aux USA pour y recevoir de soins médicaux. Mais animé par le désir de revenir sur la scène politique yéménite, il y a nourri un conflit qui a malheureusement conduit à une reconfectionnalisation extrême des clivages politiques.

Face à l'avancée de la milice rebelle chiite, le régime saoudien est intervenu ouvertement depuis la fin mars 2015 avec l'opération militaire baptisée «Tempête décisive». Il est soutenu par une alliance politico-militaire qui comprend plusieurs monarchies du Golfe, d'autres monarchies arabes – Jordanie et Maroc – ainsi que les régimes égyptien et soudanais. Mais c'est surtout le régime saoudien qui mène cette guerre avec une violence extrême.

Le 15 mars dernier, l'un des bombardements aveugles du régime saoudien a tué au moins 119 personnes (dont 22 enfants) sur un marché dans la province de Hajja. Peu de temps après, le Haut commissaire aux droits de l'homme des Nations unies a publié un communiqué, expliquant à propos des bombardements de la coalition saoudienne qu'«ils ont frappé des marchés, des hôpitaux, des cliniques, des écoles, des usines, des réceptions de mariage, et des centaines de résidences privées dans des villages, des villes, y compris dans la capitale Sanaa.»

Mais l'Arabie saoudite reste un grand partenaire des principales puissances européennes, ainsi que, malgré quelques tensions, des USA.

Bertold du Ryon

## TURQUIE #nousnesommespasensécurité

C'est l'aéroport d'Istanbul que les terroristes de Daesh ont cette fois pris comme cible. Fusillades, bombes à main, explosion kamikaze, l'attentat perpétré dans la soirée du 28 juin a causé la mort de 42 personnes.

Depuis l'attaque du meeting du HDP (parti réformiste de gauche lié au mouvement kurde) à Diyarbakir en juin 2015, en passant par celui de Suruç à la frontière syrienne, du rassemblement pour la paix à Ankara en octobre, ceux de centre-ville d'Ankara et d'Istanbul, réalisés tantôt par Daesh, tantôt par le TAK (organisation nationaliste kurde, présumée indépendante du PKK), ce nouvel attentat le 28 juin constitue le onzième attentat terroriste sur le territoire turc en un an... Le hashtag cité en titre de cet article reflète un état d'esprit collectif, et désormais permanent, qui rapproche les peuples de Turquie de ceux de Syrie et d'Irak (où au moins 213 personnes ont perdu la vie dimanche dernier dans un attentat revendiqué par Daesh). Et absolument rien ne nous permet d'espérer qu'il soit le dernier. Cet attentat est survenu au lendemain d'un double acte de l'État turc visant à restaurer les rapports diplomatiques (et commerciaux bien sûr), d'une part avec la Russie et d'autre part avec Israël, en essayant de remédier ainsi à sa solitude au niveau international. Les rapports avec la Russie s'étaient



Après l'attentat à Istanbul, sécurité renforcée? DR

rapidement détériorés après qu'un avion de chasse russe fut abattu à la frontière syrienne en novembre 2015, ce qui a été lourd de conséquences, notamment au niveau énergétique et touristique. Erdogan a finalement dû se résoudre à s'excuser auprès de Poutine pour restaurer les «relations traditionnellement amicales» entre les deux États...

## Diplomatie à multiples facettes

Concernant Israël, les négociations visant à une «normalisation» des rapports suspendus depuis 2010 – quand l'armée israélienne avait

lancé un assaut sur le navire *Mavi Marmara* qui tentait de briser le blocus sur Gaza, causant la mort de 10 personnes (liées à la fondation d'aide islamiste IHH) – avaient déjà débuté à partir de 2013 quand le Premier ministre Netanyahu s'était excusé auprès d'Erdogan à travers l'intervention d'Obama. Israël accepte désormais la deuxième condition d'Ankara, celle de verser des dommages pour les familles des victimes. La troisième condition était la levée du blocus, qui bien sûr reste inapplicable, mais Erdogan et son appareil idéologique ont tenté tant bien que mal de présenter la

possibilité d'aide à travers le port d'Ashdod comme une conquête, au niveau de l'opinion publique turque musulmane, sensible à la question palestinienne.

Face aux critiques provoquées par cette normalisation des relations avec Israël, notamment de la part des islamistes radicaux de IHH, Erdogan n'a pas hésité, contrairement à tous ses discours antérieurs, à les blâmer, répliquant: «Est-ce que vous nous avez demandé notre avis avant d'y aller?». Mais pire encore, IHH, par un communiqué officiel, s'est empressé de s'excuser auprès d'Erdogan, en expliquant que les critiques ne le visaient pas...

Il est maintenant question de rétablir les liens avec la Syrie et l'Égypte. Si l'on ne peut savoir comment le régime Erdogan réussira à maintenir cette diplomatie à multiples facettes, nous pouvons par contre prévoir que Daesh ne lui pardonnera pas de l'avoir abandonné en route. Alors qu'une armée de policiers occupait littéralement jusqu'aux plus petites ruelles du centre-ville d'Istanbul pour empêcher le déroulement de la gay pride le dimanche 26 juin, que trois intellectuels et journalistes renommés sont incarcérés pendant une dizaine de jours pour avoir en guise de solidarité rempli le poste de rédacteur en chef d'un quotidien pro-kurde pour une journée, sans parler bien entendu de la région kurde où des quartiers entiers sont en ruine, nous ne sommes décidément pas en sécurité.

D'Istanbul, Uraz Aydin

## POUR LE « DROIT AU SALAIRE », LA GRATUITÉ DES SERVICES PUBLICS ET LE PARTAGE DU TRAVAIL

Le « revenu inconditionnel de base » (RIB) se veut une réponse concrète au chômage, à la précarité, et à l'insécurité sociale généralisée. Selon la charte du Mouvement français pour le revenu de base, ce serait un « un cadre à l'intérieur duquel des options différentes sont possibles », et c'est bien là le problème...

**P**eut-on faire rentrer dans un « cadre commun » un « revenu de base », béquille des contre-réformes libérales, favorisant la « baisse du coût du travail » et la précarité, et un droit inconditionnel à disposer des moyens vivre s'inscrivant dans la défense et l'élargissement des acquis sociaux ? Accompagner les contre-réformes ou bien les combattre par un autre partage des richesses au détriment du capital : entre ces deux logiques il faut choisir, ce que refusent de faire la plupart des partisans du « revenu de base ».

Nous nous inscrivons dans une autre perspective, celle du « droit au salaire » (par l'extension des garanties collectives et de la Sécurité sociale), de l'accès gratuit aux « biens communs » (santé, éducation, culture...), du partage du travail entre toutes et tous.

### Un salaire pour vivre ou une allocation de survie ?

Donner à chacunE, quelle que soit sa situation, les moyens de vivre décemment est l'objectif affiché du RIB. Si on le prend au sérieux, cela signifie que tout le monde devrait bénéficier d'un revenu au moins égal au SMIC. Ce n'est pas du tout la perspective des partis institutionnels (du PS à l'extrême droite) qui se convertissent au RIB : ils y voient une sorte de RSA inconditionnel, permettant d'éviter la misère extrême. Dans cette hypothèse, il ne peut y avoir de vie décente sans compléter le RIB par une autre source de revenus.

Dans sa version libérale, le revenu inconditionnel est un « amortisseur » permettant de rendre plus acceptable le chômage, la baisse des salaires, la généralisation des emplois les plus précaires, le recours aux formes les plus primitives de l'exploitation (Uber...). En un mot, un moyen d'apparence « sociale » pour aggraver la précarité et non la combattre.

Les défenseurs du RIB qui s'en démarquent, restent néanmoins dans le flou quant au chiffrage

de celui-ci, et reportent, eux, la question à un débat ultérieur.

### Un revenu pour étendre les garanties collectives et la protection sociale... ou pour les remplacer ?

Le même flou entoure l'avenir de la protection sociale existante. Le RIB la remplacerait-il ? S'y ajouterait-il ? Les formules vagues utilisées dans la charte du Mouvement français laissent place à toutes les ambiguïtés.

La protection sociale qui s'est construite après 1945 a permis de dépasser « l'assistance » (la charité publique), et d'instaurer des revenus de remplacement (indemnités journalières, allocations chômage, retraites) s'approchant du salaire des personnes dans l'emploi, ce que Bernard Friot a appelé le « salaire continué ».

Les contre-réformes engagées depuis les années 80 veulent imposer, selon les normes définies par l'Union européenne, un retour à une protection sociale « universelle » minimum, complétée par des assurances collectives et individuelles pour celles et ceux qui le peuvent. Le revenu de base peut parfaitement s'intégrer à cette perspective, en se substituant totalement ou partiellement aux retraites, aux indemnités journalières, aux allocations chômage...

L'heure est au contraire à reconquérir la protection sociale et à l'élargir (remboursement intégral des soins, retraites par répartition et allocations chômage au niveau du meilleur salaire), à l'étendre pour couvrir toutes les situations « hors emploi » : pré-salaire pour les étudiantEs, couverture de la perte d'autonomie.

### Un revenu monétaire pour tous, ou des droits sociaux et des services gratuits ?

La satisfaction de besoins fondamentaux, tels que la santé ou l'éducation, ne passe pas par l'attribution d'un revenu monétaire égal pour tous tel que le RIB, mais par une réponse collective, gratuite, socialisée, de qualité

(service de santé public, ou école publique).

À ces services pourraient s'ajouter l'accès gratuit ou à très bon marché, pour ses besoins personnels, aux transports, au logement, à l'eau, à l'énergie, aux moyens de communication...

### Quel financement ?

À la racine de toutes ces questions, se trouve celle du financement. Garantir un salaire minimum élevé et une progression des salaires, élargir la protection sociale et les services publics, supposent l'augmentation massive de la part des salaires (directs et indirects)... et en conséquence une baisse tout aussi massive des profits.

Les défenseurs libéraux du RIB veulent poursuivre sur la voie inverse. Ainsi, quand le PS envisage l'instauration du RIB, il la situe explicitement dans le cadre du Pacte de responsabilité, de la poursuite de sa politique d'austérité, des suppressions des cotisations sociales versées par les employeurs, et des cadeaux fiscaux aux entreprises.

### Un travail et des loisirs pour tous : la réduction massive du temps de travail

Enfin, laisser penser que l'instauration du RIB permettrait de rompre avec le travail aliénant imposé par la condition salariale ne peut que conduire à une impasse. La « désaliénation » consisterait-elle à permettre à une partie de la population de vivre chichement dans le « loisir », tandis que l'autre continuerait de s'épuiser au travail pour gagner un salaire décent ? L'alternative c'est le partage du travail entre toutes et tous, en commençant par les 30 heures hebdomadaires, sans perte de salaire, avec embauche correspondante.

Un tel programme, et c'est bien là toute la question, ne peut être réalisé par une solution miracle et lourde d'ambiguïtés, mais dans un affrontement de classe ne renonçant pas à rompre avec le capitalisme.  
J.C. Delavigne

### Revenu de base : de quoi parle-t-on ?

Selon la Charte du Mouvement français pour un revenu de base<sup>1</sup>, « Le revenu de base est un droit inaliénable, inconditionnel, cumulable avec d'autres revenus, distribué par une communauté politique à tous ses membres, de la naissance à la mort, sur base individuelle, sans contrôle des ressources ni exigence de contrepartie, dont le montant et le financement sont ajustés démocratiquement. » Cette définition doit être prise comme un tout indissociable. Elle est conçue de façon à délimiter un cadre à l'intérieur desquelles des options différentes sont possibles.

Ce versement est :

- Inconditionnel : il est versé sans contrepartie de travail ni d'engagement à chercher un emploi.
- Universel : chaque membre de la communauté en est bénéficiaire.
- Individuel : il est versé strictement à chaque personne du foyer et son montant ne dépend pas du revenu global du ménage ni de sa composition.
- Permanent : chaque bénéficiaire le perçoit sans interruption du début jusqu'à la fin de sa vie.
- Inaliénable : il ne peut être saisi, le bénéficiaire ne peut en être dépossédé.
- Cumulable : il s'ajoute avec toute forme de salaire issue d'un emploi déjà existant et de toute autre forme de revenus.

Le Mouvement français pour un revenu de base ne se prononce pas sur l'avenir à long terme des assurances collectives. En revanche, il considère que l'instauration d'un revenu de base ne doit pas remettre en cause les systèmes publics d'assurances sociales.

<sup>1</sup> <http://revenudefbase.info>



# LE R

# ÉMAN

# ACCO DU I

### Un débat d'actualité

Le débat sur le « revenu de base » ou « revenu inconditionnel » agite les places « libertaires », « anticapitalistes », « décroissants », défenseurs du « salaire à vie », les Verts... au Front national.

Dans un monde où le chômage est devenu une réalité qu'aucune politique ne s'empêche d'un revenu accordé à chacunE apparaît comme une issue possible, en particulier inconditionnellement, d'un niveau suffisant, permettrait à chacunE de choisir sans les contraintes de nombreux salariésEs.

Partis et institutions diverses s'emparent désormais, du projet. Le « Conseil national » a son programme lors d'un congrès. Le Parti socialiste accorde une place significative à ce débat, vient de publier, cela dans la perspective de 2017... Frédéric Lefebvre, ancien ministre, vient de publier le cadre de la primaire à droite. Et dernière en date, Marine Le Pen, dans une interview, annonce : « De plus en plus de gens obtiennent des aides sociales, mais ce sont toujours les mêmes. On va donner un revenu universel, où tout le monde, tous les citoyens ont un revenu, quel que soit leur statut. C'est une proposition du FN : le « droit des femmes au foyer à ne pas travailler ». On va s'inviter dans la prochaine campagne présidentielle.

Le débat dépasse aussi largement l'Hexagone. Ainsi à gauche, Podemos a inscrit dans son programme la défense par John McDonnell, responsable des questions économiques dans le gouvernement britannique, est aussi en vogue dans le paradis du libéralisme qu'est la « Silicon Valley » en Californie. Au cœur du débat public à l'occasion de la « votation » du 5 juin dernier qui a rejeté l'initiative populiste prépare une « expérimentation » pour 2017... alors même qu'il s'attache à défendre. On le voit, la boutique du « revenu de base » est suffisamment vaste pour que de nombreux débats de donner quelques éléments d'information et d'appréciation permettant d'enrichir le débat sur l'austérité ou la loi travail, voient dans le revenu inconditionnel une réponse é

Dossier réalisé par la commission nationale santé sécu social du NPA

## « L'HORIZON DE LA TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ DU TEMPS LIBRE ÉTENDU »

Entretien. Économiste, Michel Husson est en particulier membre du conseil scientifique d'Attac.

Selon le député socialiste Pascal Terrasse, « le robot fera demain ce que l'homme fait aujourd'hui. Et cela, avec toujours les mêmes bénéfices pour les entreprises. L'enjeu sera donc de redistribuer mieux et plus équitablement la richesse produite. C'est pour cette raison que je milite pour la création d'un revenu universel de base ». Qu'en penses-tu ?

Les promoteurs du revenu universel s'appuient sur une sorte de théorème : les robots vont conduire à une hécatombe d'emplois et l'économie numérique va remettre en cause le salariat. Par conséquent, les richesses produites devront être distribuées sous forme d'un revenu déconnecté de l'emploi.

Comme tout théorème, il faut examiner ses postulats. Le premier est que l'automatisation va supprimer énormément d'emplois. Mais c'est en grande partie du bluff. Et d'ailleurs, le grand sujet de préoccupation

des économistes, notamment aux États-Unis, est la perspective d'une « stagnation séculaire », parce qu'ils observent un ralentissement durable de la productivité du travail qu'ils ont du mal à expliquer. On est toujours en plein dans le paradoxe de Solow : « on voit des ordinateurs partout, sauf dans les statistiques de productivité. »

Mais cette fois serait la bonne : selon plusieurs études, 47 % des emplois sont menacés par l'automatisation aux États-Unis, 42 % en France, 59 % en Allemagne. Ce n'est pas pour tout de suite, mais c'est dans les tuyaux. Pourtant, l'OCDE vient de doucher les espoirs des « techno-optimistes » en divisant par cinq les prévisions les plus catastrophistes, qui confondent tâches et postes de travail.

Le second postulat est que les plateformes internet vont potentiellement réduire l'emploi salarié au profit de travail



indépendant « ubérisé ». Là encore, il y a de la gonflette sur l'ampleur du processus.

### Au-delà du débat sur les chiffres, le revenu de base est-il la solution ?

Admettons même que la menace de destructions massives d'emplois soit crédible. Pour en déduire la nécessité d'un

# REVENU DE BASE

## PARTICIPATION SOCIALE OU COMPAGNEMENT LIBÉRALISME ?

publiques et les Nuits debouts. Il y suscite de vifs échanges entre... Il traverse aussi les forces politiques institutionnelles, d'Europe Écologie

semble capable d'endiguer, où l'emploi précaire devient la norme, l'attribution d'un revenu pour une partie de la jeunesse. Il s'y ajoute l'idée qu'un revenu accordé en fonction de son activité et son mode de vie, en échappant au travail aliénant auquel sont

« conditionnel du numérique » s'y est déclaré favorable. Dès 2013, EELV l'a inscrit dans son programme. Une proposition également présente dans les « cahiers pour la présidentielle » qu'il a publiés en 2012. Lors d'une interview à Radio Classique le 19 avril dernier disait « réfléchir » à la question : « les mêmes et les mêmes qui les financent. Ce ne serait pas le cas avec le revenu de base ». Elle y voyait, également un moyen de mettre en œuvre, c'est-à-dire, en clair, le salaire maternel. Le « revenu de base » pourrait ainsi

être inscrit le « revenu de base » dans son programme. Une proposition également présente dans le programme de l'équipe de Jeremy Corbyn, le dirigeant du Parti travailliste britannique. L'idée a été adoptée en Californie. En Suisse, l'instauration d'un revenu inconditionnel a été au cœur du projet. En Finlande, un gouvernement de droite allié à l'extrême droite a voté brutalement aux services publics.

ChacunE puisse y trouver le produit qui lui convient. Ce dossier a pour but de lancer la discussion avec celles et ceux qui, tout en combattant avec nous pour un revenu de base, ne souhaitent pas une démissionnisme.

## LA PARTICIPATION SOCIALE DEVRAIT ÊTRE UNE ALTERNATIVE AU TRAVAIL ET AU SALAIRE, PAS AU DÉVELOPPEMENT DU CHAMP DE LA GRATUITÉ



revenu universel, il faut renoncer à d'autres alternatives. Imaginons en effet une société qui, grâce à une invention magique, n'aurait plus besoin que de la moitié du temps de travail pour obtenir le même niveau de vie. Elle pourrait décider que la moitié des producteurs continuent à travailler autant qu'avant, et que l'autre moitié

serait « dispensée » de travail et bénéficierait d'un revenu dérivé. Mais elle pourrait aussi profiter de cette manne technologique pour diviser par deux le temps de travail de chacunE. C'est bien ce qui s'est passé historiquement : la productivité horaire du travail a été multipliée par 13,6 au cours du 20<sup>e</sup> siècle, et la durée du travail a baissé de 44%. Bref, nous travaillons à mi-temps par rapport à nos arrière-grands-parents et si tel n'avait pas été le cas, le chômage aurait atteint des niveaux beaucoup plus insupportables. Cela ne s'est pas fait « naturellement » : ce sont les luttes sociales qui ont assuré cette redistribution des gains de productivité sous forme de baisse du temps de travail. Et même l'OCDE évoque cette possibilité toujours ouverte : « même si le besoin de main-d'œuvre est moindre dans un pays en particulier, cela peut se traduire par une réduction du nombre d'heures travaillées, et pas nécessairement par une baisse du nombre d'emplois ».

Les gourous des lendemains technologiques tiennent un discours dangereux, qui fait passer au second plan la seule réponse rationnelle possible : la réduction du temps de travail. Le revenu universel est un chèque qui, soit dit en passant, risque de ressembler à un « salaire maternel » pour les femmes. Pourtant, le progrès social est toujours passé par une remise en cause de la logique marchande capitaliste. Cette « démarchandisation » permet une satisfaction gratuite ou quasi gratuite des droits sociaux, à l'éducation, à la santé, à la retraite, etc. Les projets de revenu universel tournent le dos à ce mouvement en étendant le domaine de la marchandise. L'horizon de la transformation sociale devrait au contraire être une société du temps libre étendant le champ de la gratuité, les étapes intermédiaires étant la lutte pour les 32 heures, la défense des services publics, ainsi que la revalorisation et l'extension des revenus sociaux.

Propos recueillis par J.C. Delavigne

## MALGRÉ UN TRAVAIL DISCONTINU, UN REVENU CONTINU...

De 2003 à 2016, la longue lutte des intermittentEs porte la question d'un revenu continu...

Attaqués frontalement depuis 2003-2005, les chômeurEs voient leur indemnisation de plus en plus fragilisée et individualisée. Malgré tout, certainEs sont rentrés dans la lutte pour défendre le droit à une indemnisation décente pour les travailleurEs privés d'emploi. Ce fut le cas de beaucoup d'intermittentEs du spectacle et de l'audiovisuel. Au cours de cette lutte, qui dure depuis 13 ans pour certainEs, des revendications ont émergées.

### De nouveaux droits

Aujourd'hui, pour les intermittentEs, dans un contexte de mobilisation sociale majeure contre la loi travail, la mobilisation a payé, et de nouveaux droits ont été obtenus. Bien que ces

nouveaux droits soient limités à certaines professions, c'est une avancée sociale arrachée par la lutte.

De plus, cette victoire sectorielle invalide toute la logique de précédents accords issus du paritarisme : même si les représentants des patrons d'intermittentEs ont participé aux négociations, le Medef, la CGPME et l'UPA étaient exclus des négociations de l'accord sectoriel, ce qui permet de poser la question de leur légitimité à participer à la gestion d'une caisse financée par les travailleurEs en activité et servant aux travailleurEs sans emploi.

### Pour tous les travailleurEs au chômage ?

Aujourd'hui il serait intéressant que les chômeurEs, les

interimaires, les saisonnierEs mais aussi touTEs les travailleurEs des secteurs où certainEs subissent l'intermittence de l'emploi s'impliquent pour défendre les conditions d'indemnisation des travailleurEs au chômage. Les principales avancées gagnées par les intermittentEs sont :

- la fin d'un système glissant, rendant aléatoire la possibilité d'être allocataire de l'indemnisation, son montant et le retour à une « date anniversaire » ;
- la fin des discriminations sur les indemnités pour les femmes revenant de congé maternité ;
- le maintien de l'indemnisation pour les personnes rentrant d'arrêt maladie ;
- l'ouverture des droits dès 507 heures travaillées en 12 mois.

Simon Ailbé

## ALASKA : AU PAYS DU REVENU DE BASE « RÉELLEMENT EXISTANT » ?

L'Alaska et l'un des exemples souvent cités par les défenseurs du « revenu de base ».

En 1969, les revenus fiscaux tirés des concessions d'exploitation pétrolière font entrer 900 millions de dollars dans les caisses de l'État d'Alaska (dont le budget s'élevait jusque-là à 112 millions de dollars). Pour gérer cette manne, l'État crée en 1976 un « fonds souverain », fonds alimenté par la rente pétrolière. Après consultation de la population, il est décidé d'utiliser ce fonds pour redistribuer individuellement un « dividende » à chaque citoyen. Ce choix a été fait explicitement en opposition à d'autres possibilités, comme celle de développer des services publics et sociaux susceptibles de répondre aux besoins. C'était l'application d'un principe très libéral : l'argent sera mieux utilisé

par chaque citoyen que s'il est géré collectivement...

Chaque résident régulier (quels que soient son âge et son nombre d'années de présence en Alaska) reçoit donc un versement annuel (à l'exception des personnes condamnées et emprisonnées).

### 153 euros par mois...

Le montant du « dividende » varie en fonction de la rentabilité du fonds qui fonctionne sur le modèle des « fonds de pensions ». En 2015 (année la plus favorable), il était de 2072 dollars par an (1827 euros), soit l'équivalent de 153 euros par mois. Pas vraiment de quoi vivre, ni même survivre ! De fait, le « dividende » joue pour les personnes les plus précaires le rôle d'un complément de prestations sociales : très faible en cas de

chômage, plus significatif comme complément des prestations familiales, puisque le « dividende » est versé pour chaque enfant.

En raison du mode de financement, la somme versée dépend des cours de la bourse et des cours du pétrole. Ainsi en 2007, avec l'éclatement de la crise financière, le fonds a perdu plus du tiers de sa valeur. Aujourd'hui, l'effondrement des cours du pétrole amène les dirigeants de l'État à envisager sa suppression.

Une allocation dérisoire, versée par un fonds dépendant de la bourse et de l'exploitation de ressources fossiles : on voit mal comment un tel « modèle » pourrait inspirer une perspective d'émancipation sociale et de transition énergétique...

J.C. Delavigne



## GIRONDE

## Les salariéEs en grève dans un groupe de santé privée

Le groupe GBNA regroupe six cliniques et une maison de retraite, ainsi que des GIE (informatique, restauration, etc.).

Le mercredi 29 juin, 60% des salariéEs de deux cliniques (Rive droite à Cenon à l'appel de la CGT, et Arcachon à l'appel de la CFDT) se sont mis en grève pour les salaires et les conditions de travail. Le lendemain, alors que les négociations annuelles obligatoires (NAO) étaient terminées, c'est à la clinique Bordeaux Nord que la CGT a appelé à la grève, pour des postes et des augmentations de salaires. Les raisons de la colère ? À Rive droite, la direction ne propose que 0,6% d'augmentation (de 6 à 11 euros par mois), les salariéEs réclamant 50 euros nets pour tous. À Bordeaux Nord, les NAO n'avaient abouti qu'à 100 euros pour l'année, soit 27 centimes par jour et un seul poste de brancardier. À Arcachon, rien pour les salaires, ni les postes... Tout cela alors que GBNA fait des bénéfices. Avec trois cliniques en grève, inutile de dire que la direction du groupe était sur les dents. Elle a dès le début organisé des réquisitions pour les urgences, la maternité et la dialyse à Rive droite, et en dialyse à Bordeaux Nord... Des réquisitions jugées abusives : le référent déposé à l'initiative des camarades de Rive droite a donné raison aux salariéEs. Une première depuis très longtemps.



A Arcachon, les grévistes ont la santé ! DR

## La lutte paye...

Les collègues de Rive droite poursuivent le mouvement. Les salariéEs d'Arcachon l'ont suspendu et l'ont repris mardi 5 juillet, jour de la réunion des actionnaires du groupe. À Bordeaux Nord, après 24h de grève et des heures de discussion avec la direction en présence de tous les grévistes, nous avons obtenu entre autres la création de plusieurs postes : en orthopédie, une aide-soignante de plus dès 24 patients la nuit, avec promesse de création de postes le jour ; en bloc obstétrical, une auxiliaire de puériculture de plus dans certaines conditions, l'accélération du recrutement de deux infirmières (IDE) au bloc et d'un cadre adjoint, la confirmation d'une IDE de plus le jour aux urgences en janvier 2017. Nous avons aussi obtenu l'arrêt de la diminution systématique des effectifs dès que l'activité baisse, le respect des salariéEs, qui ont le sentiment de ne pas être écoutés, et l'engagement d'une augmentation de salaire conséquente l'année prochaine.

Vendredi matin, au vu du peu de monde mobilisé à Bordeaux Nord, nous avons décidé de reprendre le travail, tout en restant très vigilants sur le respect des engagements de la direction. Et nous suivons de près le mouvement qui se poursuit dans les deux autres cliniques du groupe.

Isabelle Larroquet

## TRANSPORTS PARISIENS Péresse et le Medef nous baladent

Lorsqu'en fin 2015 Huchon et sa majorité PS-Verts-PCF ont finalement tenu leur promesse de 2010 d'aligner tous les tarifs du passe Navigo sur celui des zones 1-2 (Paris et très proche couronne), soit 70 euros par mois, ils n'ont pas voté le financement pérenne de la mesure...

Pour les élections régionales de décembre, Valérie Péresse avait malgré tout promis de ne pas revenir sur le tarif unique. Mais en juin, elle a engagé un bras de fer avec le gouvernement, menaçant d'appliquer une « taxe Valls » de 15 euros (+20%) si celui-ci n'équilibrait pas les comptes mis dans le rouge par ses prédécesseurs. Le gouvernement

a fait les gestes nécessaires pour que l'abonnement n'augmente « que » de 3 euros par mois (+4,3%), et les tickets de 2,8 à 5,5%.

## Les cris hypocrites de la gauche régionale...

La gauche proteste contre ces hausses bien supérieures à l'inflation... oubliant de rappeler que pendant 5 ans, elle avait augmenté chaque été les tarifs d'environ 3%,

Un diagnostic sans surprise qui impose une conclusion : sortir du capitalisme est une nécessité pour que chacun puisse vivre dignement sans craindre de plonger dans la pauvreté.

## La hausse du niveau de vie stoppée par la crise!

La hausse tendancielle du niveau de vie depuis l'après-guerre s'est fracassée sur le mur de la crise de 2008 et de la longue dépression dans laquelle nous sommes plongés depuis lors. Le niveau de vie d'un ménage est le revenu disponible (après redistribution) rapporté au nombre d'unités de consommation (pour prendre en compte la taille du ménage). Alors que le niveau de vie médian (celui au-dessus duquel se situe la moitié de la population, l'autre moitié se situant au-dessous) avait augmenté de 18% entre 1996 et 2008, il a baissé de 1,1% entre 2008 et 2013, et même de 3,5% pour les 10% les plus pauvres. Sur la même période, le niveau de vie médian a baissé de 18% en Espagne et de 39% en Grèce. Dans ces deux pays, les inégalités ont par ailleurs augmenté, ce qui signifie que le niveau de vie des plus pauvres a baissé encore davantage.

## Stabilité des inégalités

Alors qu'on observe une hausse des inégalités dans la plupart des pays, elles ont globalement stagné en France depuis 2008. Entre 2008 et 2011, elles ont augmenté : le niveau de vie des 40% les plus pauvres a baissé (hausse du chômage) alors qu'il a augmenté pour les 60% les plus riches. Entre 2011 et 2013, elles ont diminué en raison du repli

des revenus du patrimoine, qui constituent une partie importante du revenu des plus riches : baisse des revenus de l'assurance vie en 2012 et baisse des dividendes en 2013.

## Hausse de la pauvreté

Le taux de pauvreté monétaire (est pauvre celui qui a un niveau de vie inférieur à 60% du revenu médian) a progressé de 0,7 point depuis 2008 (et de 1,4 point depuis 2004 - un point bas historique), s'établissant à 14% même s'il baissé en 2012 et 2013. D'après les dernières estimations, il devrait progresser légèrement en 2014. Il reste inférieur à la moyenne de l'Union européenne (17,2%). Pour compléter le taux de pauvreté monétaire (indicateur de pauvreté relative), l'Insee estime le taux de « pauvreté en condition de vie » en déterminant la proportion de ménages qui ne dispose pas des éléments essentiels au bien-être matériel élémentaire (indicateur de pauvreté absolue). Ce taux a augmenté en 2013 pour atteindre 12,5%, le niveau de 2007. Alors que l'Insee estime le nombre de sans-domicile à 66 300 en 2012, un quart de ceux-ci avaient un emploi. Dans la France d'aujourd'hui, on peut

donc avoir un emploi et vivre dans la pauvreté absolue au point de ne plus pouvoir se loger.

## La pauvreté frappe surtout les immigrés, les familles monoparentales et nombreuses

La pauvreté frappe prioritairement les familles monoparentales et les familles nombreuses. Ainsi, le taux de pauvreté pour les familles monoparentales avec plus d'un enfant est de 41,5% et celui des couples

immigrés est de 37,6% contre 11,2% pour les ménages non immigrés. À catégorie socio-professionnelle identique, les ménages immigrés ont un revenu disponible 22% inférieur aux ménages non immigrés (33% avant redistribution).

## Les promesses du capitalisme en crise : encore plus de misère et d'inégalités

Les conséquences sociales de la crise sont encore à venir. Le gouvernement français cherche à mettre en place les « réformes structurelles » qui ont été mises en place ailleurs, et dont la loi travail n'est que la pointe avancée. Elles produiront les mêmes effets : explosion des inégalités, hausse de la pauvreté, qui ont été jusqu'à présent relativement contenues en France.

Les travailleurs n'ont pas que leurs chaînes à perdre. Mais leurs intérêts sont antagoniques à ceux des capitalistes. On

peut d'ailleurs noter que le taux de détention de valeurs mobilières (actions, obligations) est passé de 24,2% en 2004 à 16,5% en 2015. Ce chiffre suffit à anéantir le mythe de la démocratisation de l'actionnariat. La grande masse des travailleurs disposent donc uniquement de leurs salaires pour vivre, et ils ont intérêt à l'expropriation des actionnaires pour prendre le contrôle des moyens de production, et par-là même se garantir un salaire à vie et satisfaire leurs besoins.

Gaston Lefranc

1- <https://lc.cx/49Zj>

## Niveau de vie et pauvreté : les chiffres de la crise

L'édition 2016 de la collection de l'Insee « Les revenus et les patrimoines des ménages »<sup>1</sup> nous fournit des informations précieuses sur les effets de la crise sur le niveau de vie, les inégalités et la pauvreté...



avec 3 enfants ou plus est de 22,6%. Il n'est que de 6,2% pour les couples sans enfant. Contrairement à une certaine légende sur la générosité de la politique familiale, les allocations familiales et le quotient familial compensent très partiellement la perte de niveau de vie qu'entraîne la présence des enfants. À l'instar de la pauvreté monétaire, la pauvreté de conditions de vie concerne principalement les familles monoparentales (30,6%, en hausse de 3,4%) et frappe davantage les plus jeunes. Les immigrés sont durement frappés par la pauvreté. Le taux de pauvreté des ménages

## RENAULT - NISSAN

## Ghosn rattrapé par

La manifestation d'ouvriers venus de l'usine Nissan de Canton dans le Mississippi (USA) devant le siège de Renault fin juin à Boulogne pour dénoncer les conditions de travail et la répression syndicale constitue une première. Il faut bien que des comptes soient demandés à Ghosn pour son activité mondialisée multimarques.

L'usine Nissan de Canton est représentative des pratiques des firmes automobiles japonaises et européennes aux USA. Pour s'affranchir des quelques garanties qui existent encore pour les salariés de la base historique de l'industrie automobile à Detroit, ces firmes choisissent les États du Sud des États-Unis pour trouver une

main-d'œuvre sans tradition d'action collective et aux salaires inférieurs.

## Ghosn ne veut pas de syndicats dans l'usine de Canton

La principale usine de Nissan aux États-Unis est celle de Canton dans le Mississippi. Les 5 000 salariés de l'usine de Canton sont en majorité des afro-américains

reportant à la fin du mandat l'application de sa promesse pour que le tarif unique ne grève pas trop le budget régional...

Le versement transport des entreprises franciliennes va légèrement augmenter, et la taxe sur les carburants pourrait aussi être légèrement ponctionnée pour financer la mesure. Si l'on peut dire, car Péresse nous annonce par ailleurs que cette hausse va « servir à financer deux choses : le plan de modernisation du matériel roulant et le plan 1000 bus »...

## Charles-de-Gaulle Express, le retour

Le vieux projet du Medef parisien avait été mis en

sommeil lorsque Sarkozy avait lancé son « Grand Huit » pour relier La Défense aux aéroports de Roissy, Orly et Le Bourget. Dans le débat public qui avait suivi, le projet du gouvernement et le contre-projet de la Région avaient été profondément remaniés pour répondre un peu mieux aux besoins de la population, reportant aux années 2025 la desserte de Roissy. Plutôt que d'aider au financement du Grand Paris Express ou à la rénovation de la ligne B du RER, ils préférèrent ressortir leur liaison directe Gare de l'Est-Roissy, sur fonds privés prétendent-ils... mais en utilisant en partie le réseau public existant.

Jacques Capet

# HARIBO UZÈS (30) Non à la délocalisation des chamallows!

*Au rythme des mobilisations impulsées par l'intersyndicale, la CGT de l'usine Haribo d'Uzès a appelé à débrayer face à la menace d'un plan de compétitivité et de délocalisation, mais aussi pour lutter contre la loi travail.*

**H**aribo France dégage plusieurs dizaines de millions de bénéfice net chaque année. La direction qui ne peut utiliser la concurrence directe pour pratiquer un chantage à la compétitivité, utilise la concurrence entre les différentes usines du groupe (Allemagne, Angleterre, Autriche...). En février, elle proposait une cible industrielle qui « garantirait » les emplois en France jusqu'en 2020 : nouvelle organisation, annualisation du temps de travail, suppression de 110 emplois par un plan de départ en retraite anticipé, délocalisation de productions, renégociation des accords d'entreprise, restriction des libertés des salariéEs (par exemple l'autorisation du coordinateur pour aller aux toilettes, plus de pause café en dehors de la pause...). Dans un département ravagé par le chômage, l'entreprise bénéficie de 3 millions d'euros du CICE en deux ans. C'est le monde à l'envers!

Face à l'opposition des salariéEs, à la démission de certains syndicats, la direction a organisé un référendum avec le chantage suivant : si le Oui l'emporte, les emplois seront garantis jusqu'en 2020 et si le Non l'emporte, c'est la réduction de la production et des emplois.

## Leur « démocratie » dans l'entreprise...

Malgré un résultat de 65 % en faveur du plan, le comité central d'entreprise a voté majoritairement contre (CGT contre, CGC et FO pour). Mais la direction pourra appliquer le plan... la CGT n'étant pas majoritaire aux élections professionnelles. Le référendum n'est pas un chèque en blanc pour fermer le site ou augmenter les cadences mais l'espoir d'une pérennisation des emplois, cela alors que la construction d'une autre usine plus importante en Allemagne – qui produira 200 000 tonnes contre 50 000 pour les deux sites français – sera terminée en 2020 ! Les salariéEs ont compris qu'il fallait se battre contre cette politique économique. Ici comme ailleurs, il y aura d'autres grèves pour résister et peut-être faire sauter ce plan de compétitivité inacceptable. Aujourd'hui, les salariéEs d'Haribo axent la lutte sur la sauvegarde de la production de guimauve car ils ont accepté des efforts en 2009 pour maintenir l'atelier sur le site. Cela pour apprendre au mois de



février que la délocalisation se fera fin 2016 vers la Belgique ! Les salariéEs ne laisseront pas partir les Chamallows, un des fleurons de Ricqlès Zan racheté par Haribo en 1986, et le résultat de plus de 40 ans de développement industriel et de travail effectué par les travailleurs d'Uzès !

Une pétition de soutien a déjà été lancée : « Non à la délocalisation des chamallows Haribo. Soutien aux salariéEs d'Haribo ». En attendant diverses actions à venir...

Ce que vivent les salariéEs d'Haribo est un cas d'école de ce que pourrait être les conséquences de la loi travail, c'est-à-dire des référendums avec des chantages destinés à forcer le vote des travailleurEs.

### Correspondant

1- Pétition sur <https://www.change.org/p/haribo-france-non-a-la-delocalisation-du-chamallows-haribo>

## TRAVAIL DOMINICAL

# Dimanche debout!

*Marche arrière pour le ministre de l'Économie: le Conseil constitutionnel, saisi par la ville de Paris, a annulé le 24 juin dernier la disposition de la loi Macron conférant au préfet – et non au maire – le soin de déterminer les douze dimanches annuels maximum d'ouverture des commerces de détail.*

**F**orte de cette décision qui sert son projet de renforcement des prérogatives du premier magistrat de la capitale, Anne Hidalgo a prévu d'organiser dès septembre une concertation sur le nombre de dimanches d'ouverture pour 2017. Le CLIC-P menace lui de poursuivre au pénal les enseignes qui continueraient à ouvrir en application de l'autorisation préfectorale désormais caduque.

À Louis Vuitton, le personnel s'est prononcé à 87% pour l'application de l'accord sur le travail dominical: il est vrai que dans le groupe LVMH, propriétaire de cette marque prestigieuse ainsi que de Sephora, on s'est

fait une spécialité de ce type de consultation, ce d'autant que son principal magasin est, lui, déjà ouvert chaque dimanche depuis plusieurs années en raison de son implantation sur les Champs-Élysées.

### Quelles majorations salariales?

Au BHV, le premier dimanche d'ouverture ce 3 juillet, en application de l'accord signé au mépris du personnel consulté en novembre 2015, ne s'est pas déroulé sans accroc: une dizaine de nuit-deboutistes étaient présents à l'ouverture pour diffuser un tract à ce sujet aux clients ainsi qu'au personnel puis dans les commerces

alentour, obligés d'ouvrir à leur tour.

Les discussions nouées avec les employéEs concernés ont permis d'apprécier la disparité des majorations salariales appliquées pour l'occasion: l'éventail va de « je ne sais pas » à zéro euro puis 25% voire le doublement du salaire pour les mieux lotis...

Travailler le dimanche certes mais à quel prix? Une question qui mériterait d'être posée à Emmanuel Macron en personne à l'occasion du rassemblement qui se profile pour le 12 juillet prochain, date prévu pour le meeting de lancement de son mouvement à la Mutualité.

LD

# DIESEL Une triche à 13,2 milliards d'euros

*Volkswagen vient d'accepter de verser 13,2 milliards d'euros en « compensation » de son trucage révélé à l'automne dernier par le scandale des moteurs diesel. C'est le jackpot pour les 600 000 acheteurs qui pourront recevoir entre 11 000 et 40 000 euros selon le type de voitures en cause. Encore plus fort, cette somme n'est pas le résultat d'une condamnation, mais une transaction proposée par Volkswagen.*



Diesel propre made in Volkswagen... DR

**O**n sait maintenant que tous les constructeurs automobiles ne respectent pas les normes, que ce soit grâce à un logiciel truqué ou avec des tests complaisants en laboratoire très différents de la circulation réelle. Selon Transport et Environnement, l'ONG à l'origine de la découverte du scandale, les émissions réelles de CO2 sont en 2014 en Europe supérieures de 40 % aux normes, alors que cet écart n'était que de 7 % en 2001.

Aux États-Unis, Volkswagen passe à la caisse. En Europe, le règlement communautaire de 2007 qui fixe les procédures de contrôle en matière d'émissions des moteurs diesels autorise expressément les constructeurs automobiles à brider les tests dès lors qu'ils l'estiment « nécessaire », notamment « pour la longévité de leurs moteurs ». C'est avec ces dispositions que Volkswagen et ses compères concurrents échappent en Europe aux demandes d'indemnisation.

### Le droit à polluer et à tricher

Les États-Unis sont bien sûr les premiers exploitants de gaz de schiste et restent les plus gros consommateurs des plus grosses bagnoles de la planète. Dans leur univers impitoyable, tout s'achète et se vend, y compris le droit à polluer et à tricher: Volkswagen propose une transaction de 13 milliards d'euros pour s'éviter un procès. Et cela ne bouscule pas sa rentabilité... au moment où toutes les grandes firmes automobiles imposent aux salariéEs les mêmes politiques d'austérité!

La pollution de l'air aux particules fines, dont les transports routiers sont parmi les principaux émetteurs, est responsable de 48 000 décès en France chaque année. C'est devenue la troisième source de mortalité après le tabac et l'alcool. La vie de toutes et de tous est une affaire trop sérieuse pour laisser aux « maîtres » de l'industrie automobile le pouvoir d'en décider!

Jean-Claude Vessillier

# la répression de Nissan aux États-Unis

en butte aux discriminations raciales particulièrement vivaces dans le Sud des États-Unis. Le Mississippi fait partie des 25 États américains ayant voté une « Right-to-work law » qui permet de limiter la syndicalisation en conditionnant le droit de se syndiquer à une demande

effectuée par au moins 30% des salariéEs. Pour empêcher ces signatures nécessaires, Nissan diffuse dans toute l'usine des vidéos sur la nocivité des syndicats et utilise le chantage à l'emploi.

La bataille dure depuis des années, et l'UAW, le seul syndicat reconnu au plan

de l'industrie automobile nord-américaine la soutient. L'Association nationale pour l'avancement des gens de couleur a aussi publié un rapport accablant sur les pratiques de Nissan dans l'usine.

### Une campagne internationale qui s'amplifie

La campagne de solidarité internationale ciblant Nissan et son PDG ne cesse de s'amplifier. Parmi les manifestations récentes, les syndicats brésiliens UGT, Força Sindical, et CUT demandent que Nissan ne soit plus sponsor des prochains Jeux olympiques de Rio, jugeant incompatible ce parrainage avec la répression dont la firme automobile est responsable.

Alors que la direction de l'UAW n'est pas réputée pour son intransigeance, Ghosn, habité par sa volonté de devenir un « maître du monde automobile », a réussi l'exploit de susciter l'opposition de tout le mouvement syndical international. Les ouvriers américains ne lâcheront pas l'affaire. Aux syndicats des usines Renault et Nissan dans le monde de les relayer: c'est une bataille qui peut et doit être gagnée, à condition de s'y mettre vraiment.

### Une brèche a été ouverte!

La manifestation des ouvriers de l'usine Nissan de Canton devant le siège de Renault ne s'est pas accompagnée ici de la mobilisation

nécessaire, alors que tous les syndicats français représentés au comité de groupe réuni le même jour étaient pourtant censés la soutenir. L'écho de cette protestation fut toutefois important grâce à la capacité des ouvriers américains à faire largement connaître leur mouvement. Même des députés PS ont publiquement mis en cause les pratiques de Renault - Nissan. En revanche, le silence radio de la part du gouvernement, actionnaire de l'entreprise, cautionne les pratiques de Ghosn qui répète en boucle que le droit du Mississippi est respecté dans l'usine de Canton.

Une brèche a été ouverte contre les dispositifs mis en œuvre par les firmes mondialisées pour diluer leurs responsabilités et exacerber la concurrence entre usines et salariéEs. Il faut maintenant l'élargir pour gagner vraiment!

Jean-Claude Vessillier



Comité d'accueil franco-américain pour Carlos Ghosn. DR

**Les Nôtres****Claude Larrieu**

Notre camarade Claude Larrieu est décédé brusquement alors qu'il participait à une course en montagne. Sa disparition a semé la consternation dans sa famille mais aussi parmi toutes celles et tous ceux qui le considéraient comme un ami ou un camarade de combat.



Professeur de mathématiques à la retraite, Claude manifesta toujours une grande ouverture d'esprit, ce qui le conduisit à aller enseigner en Amérique latine dans le cadre de la coopération. Là, au contact de militants révolutionnaires péruviens, il s'engagea en politique et, à son retour en France, à la fin des années 1970, adhéra à la Ligue communiste révolutionnaire. De cette période, il avait gardé un grand intérêt pour la culture latino-américaine. Dans le même temps, il devint un membre actif de la FSU, syndicat de l'enseignement secondaire.

Dans tous les domaines où il intervenait, il faisait preuve de qualités comme l'ouverture d'esprit, la rigueur, le sens des responsabilités, le dévouement, la fermeté dans ses engagements politiques, tout cela allié à une grande gentillesse et la volonté constante de rechercher ce qui pouvait unir plutôt que diviser. Sa chaleureuse amitié était appréciée, même par celles et ceux qui ne partageaient pas ses idées ou affichaient leurs divergences avec lui. Les dizaines de témoignages de sympathie reçus depuis son décès provenant de nombreuses organisations politiques, associations, personnalités et de militantEs qu'il avait côtoyés le prouvent.

Militant internationaliste et révolutionnaire, aucun combat ne lui était étranger, que ce soit ceux des paysans andins, des peuples palestiniens et kurde, en passant par la défense du droit à l'autodétermination du peuple basque mais aussi de ses prisonnierEs et exiléEs, l'opposition aux interventions de l'impérialisme français en Afrique et au Moyen-Orient, les luttes féministes et écologistes, les combats syndicaux, ou ceux contre la réforme des retraites et la loi El Khomri. Son parcours politique fut toujours placé sous le double signe de l'ouverture d'esprit et du marxisme révolutionnaire. Après avoir quitté la LCR en 1995 pour se rapprocher de Lutte ouvrière avant de rejoindre Voix des travailleurs en 1997, de revenir avec elle à la LCR trois ans plus tard, et enfin, en février 2009, de devenir un des membres fondateurs du Nouveau parti anticapitaliste au Pays basque.

Enfin, Claude ne fut jamais un militant replié sur lui-même. Il respirait la joie de vivre et savait se montrer un compagnon agréable lors des repas qui clôturaient une soirée électorale ou une manifestation. Il laisse un vide immense que rien ne pourra combler. Et comme on dit au Pays basque pour rendre hommage aux personnes qu'on aime et qu'on admire : « Agur ta Ohore! » (« Salut et honneur! »).

**Ses camarades et amiEs du NPA Pays basque**

C'est donc autour d'une véritable exigence politique, qui prend un sens tout particulier dans la période actuelle, que se déroulera cette nouvelle rencontre. Une exigence qui traverse les différents projets alternatifs qui se développent sur la Zad, où la démocratie que nous voulons, pas celle des Vinci et des gouvernements qui les servent, est à l'œuvre tous les jours.

La consultation pipée qui s'est achevée à Notre-Dame-des-Landes n'est en fait qu'un épisode de plus à mettre au crédit d'un gouvernement passé maître dans l'art de piétiner les droits démocratiques et sociaux des travailleurEs, des précaires et de la jeunesse.

Face à leur pseudo-démocratie qui dépossède le plus grand nombre de son pouvoir de décider, de choisir dans quel monde il veut vivre, la démocratie sociale est un enjeu essentiel d'une transformation sociale et écologique radicale, d'un projet anticapitaliste.

**La démocratie en débats**

C'est sous tous ses aspects que la « démocratie » sera débattue à Notre-Dame-des-Landes : démocratie représentative, participative, directe, leurs liens avec l'information et l'économie, et bien sûr les luttes et résistances qui fleurissent, face à une pseudo-démocratie représentative bien mal en point, en butte au fonctionnement réel des institutions locales, nationales, européennes au service du système capitaliste. Tous les niveaux seront abordés, des luttes locales à celles qui ont secoué des pays entiers. Ainsi l'Espagne : en 2011, les Indignés lançaient un formidable mouvement démocratique et social contre l'austérité. Né de ce mouvement, Podemos s'est alors lancé dans la bataille

Mardi 28 juin, Philippe a participé à une nouvelle manifestation, dynamique et déterminée, contre la loi travail. Sous la banderole de l'usine Ford, dans les rues de Bordeaux au côté de camarades du collectif Lutte 33, de la CIP, du réseau On vaut mieux que ça, de jeunes, dans une partie du cortège où le mélange des drapeaux, des étiquettes, des syndicats... est un « principe ». Une partie du cortège très très surveillée par des policiers, en civil ou costumés, à l'affût du moindre prétexte pour intervenir. Quelques œufs de peinture ont bien été lancés sur les vitrines des banques (Philippe n'y était pour rien...). Mais c'est un peu plus tard que les policiers sont intervenus, attaquant, frappant. Un camarade de la CGT Ford a voulu protéger un autre militant, et s'est pris trois coups de matraque sur le bras. Diagnostic, possible fracture... Et en fin de la manif, la police a embarqué deux jeunes, dont un mis en garde à vue, qui a refusé la comparution immédiate. Il sera jugé en octobre. Déjà dans le collimateur de la police, il n'a rien fait mais qu'à cela ne tienne, ils l'ont attrapé. C'est quelque part devenu le quotidien des manifestations.

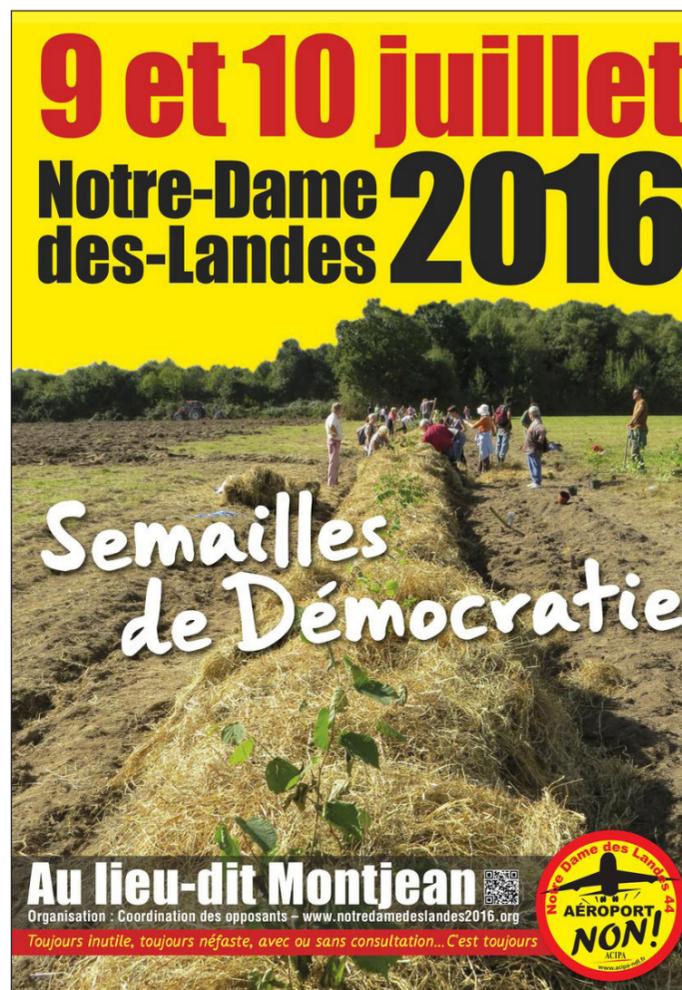
**À Auxerre, construction locale**

Le lendemain, mercredi 29 juin, Philippe était en meeting à Auxerre. Le

**En campagne**

## Notre-Dame-des-Landes : face aux fossoyeurs de la démocratie, ne rien lâcher!

Ces samedi 9 et dimanche 10 juillet se tiendra le rassemblement estival annuel des opposantEs à l'aéroport. Sous l'intitulé bucolique « Semaines de démocratie », des dizaines de milliers de personnes débattront de la démocratie sous toutes ses formes.



électorale et la conquête du pouvoir. Notre camarade Miguel Ségui, militant franco-espagnol, reviendra sur les ressorts et les limites de ce mouvement. Il débattrra dans ce cadre avec un militant grec.

Au chapitre des luttes locales, Claude Kaiser, militant NPA, reviendra sur son expérience d'élu local dans la lutte contre le projet de centre d'enfouissement nucléaire de Bure. Et il ne sera pas le seul à débattre : Bure est en effet la lutte à l'honneur cette année à NDDL. Les militantEs du NPA présenteront aussi notre scénario de sortie du nucléaire en 10 ans.

Notre porte-parole Christine Poupin débattrra de ce que nous entendons par « écosocialisme » : un programme, un projet de société qui répondent aux besoins sociaux et écologiques, basés sur une planification démocratique face au capitalisme, qui détruit aussi bien les humains que leur environnement.

La réussite de ce rendez-vous estival est un enjeu important. C'est en effet le premier grand rendez-vous depuis la consultation et donc l'occasion de montrer qu'on ne lâchera rien !

**Bertrand Achel et Sandra Cormier**

Programme complet et infos pratiques :

<http://www.notredamedeslandes2016.org>

## Poutou pas encore en vacances...

La semaine dernière, le candidat du NPA a alterné manifestation, réunion publique et rencontre.

jeune comité, après avoir initié le collectif anti-état d'urgence, participé à la mobilisation des lycéens et à Nuit debout dans la lutte contre la loi travail, avait décidé de se lancer dans l'organisation d'une réunion publique. Le thème en était : « Construisons la lutte ». Une quarantaine de personnes étaient présentes.

À la tribune, Ludvine Bantigny qui a remplacé le mouvement actuel dans sa dimension historique. Gaston Lefranc a ensuite abordé la question de la lutte contre le capitalisme, en définissant les contours économiques. Luc Gaffet, syndicaliste routier CGT, a parlé de l'importance de construire des syndicats lutte de classe et de politiser les militants syndicaux, notamment en parlant de son expérience personnelle. Enfin, Philippe est intervenu en parlant du mouvement social actuel profond qui ouvre des perspectives nouvelles, soulignant l'importance de se saisir de toutes les opportunités pour lutter contre le gouvernement et plus généralement contre les classes possédantes. Il a aussi fait référence à de nombreuses reprises aux Nuits debout, mais également aux luttes syndicales,

défendant enfin la nécessité de doter les travailleurs d'outils politiques pour pouvoir poursuivre et construire plus efficacement les luttes. Thomas, lycéen militant au NPA, a parlé de la nécessité de construire le parti pour lutter contre le capitalisme y compris localement, et, Anaïs, jeune apprentie vendeuse qui vient de rejoindre le NPA, est venue parler de son expérience en tant qu'ultra exploitée par le patronat. La parole a ensuite été donnée au public. Ce fut une belle réussite, très stimulante pour la petite équipe du NPA qui a préparé cette réunion (collage, tractage, discussions) et qui a vivement remercié Philippe pour sa venue.

**Avec le HDP, solidarité internationale**

Enfin, de retour à Bordeaux, Philippe a participé à la délégation du NPA 33 qui a rencontré un député du HDP (Parti démocratique des peuples, parti politique kurde de Turquie) de passage dans la ville. Celui-ci souhaitait témoigner d'une situation dramatique et cherchait des soutiens. Il a raconté la répression par le régime d'Erdogan, la levée de l'immunité parlementaire



Philippe en réunion publique à Auxerre. DR

des députés du HDP (dont la sienne) traités de « terroristes », le massacre de la population kurde, notamment à Cizre, par un régime qui veut stopper l'expérience du Rojava. Par ses mots, tous ont senti le climat terrible qui règne en Turquie : un régime qui se durcit, une répression très dure contre l'ensemble de la gauche, dans un climat très réactionnaire, religieux, contre les militantEs féministes, écologistes, de gauche.

Comme l'a exprimé le député du HDP lors de cette rencontre fraternelle, nous pensons que les peuples doivent lutter ensemble contre toutes les oppressions. Vive la solidarité internationale, une solidarité à faire vivre aussi dans le cadre de la campagne présidentielle.

**Correspondants**

Poésie

# Seul le bleu reste

Entretien. **Samaël Steiner** vient de publier un nouveau recueil de poésie avec des estampes de Judith Bordas. Il a répondu à nos questions.

**Comment situes-tu Seul le bleu reste dans ton travail poétique ? Y-a-t-il une continuité ou est-ce une étape ?**

Les deux, je pense. Ce sont des textes écrits entre 2009 et aujourd'hui. Durant cette période, j'ai travaillé au théâtre avec deux hommes qui profondément ont nourri mon regard sur le monde et, de fait, mon écriture, André Benedetto et Matthias Langhoff. Dans cette même période, un peu plus tard, on m'a fait découvrir les films de Lionel Soukaz. Ce livre et le précédent (*Vie imaginaire de Maria Molina de Fuente Vaqueros*, éditions de l'Aigrette) sont immensément empreints de ces trois rencontres. Les autres faits qui marquent cette période sont politiques. Parmi d'autres, il y a l'assassinat de Chokri Belaïd et dès lors, la recherche d'une écriture qui dise l'effroi, la colère et pourtant la lutte qui continue.

**Tu souhaitais faire ce recueil avec Judith Bordas. Ses œuvres sont-elles une illustration de ta pensée ou bien est-ce une œuvre commune ?**

C'est une œuvre en commun. Judith est par ailleurs également auteure et nous avons plusieurs fois échangé sur



l'écriture, en tant que matériau, en tant que traduction possible de ce qui nous entoure. Il y avait une sensibilité commune. Très vite l'envie de faire quelque chose ensemble s'est manifestée. Et j'ai eu cette généreuse proposition de Patrice Maltaverne (le Citron Gare éditions). J'en ai parlé à Judith et nous sommes partis ensemble. Nous avons tout fait pour que les estampes ne soient

pas des illustrations, mais viennent côtoyer l'écriture, parfois en écho, parfois de façon plus solitaire, comme un corps étranger.

**Tu travailles dans le monde du spectacle. Un mot sur le lien entre ton statut professionnel et ton statut d'artiste ?**

Effectivement, je suis aussi éclairagiste, et il m'arrive de faire de la scénographie et de la vidéo. Je le précise parce que ces trois tâches appartiennent au théâtre à la manière dont on va voir et comprendre ce qui se joue. Éclairer, c'est avant tout éclairer des corps, dans un espace. Travailler à partir de leur beauté, de leur puissance... Et ce qui me plaît dans ce métier, c'est que tout cela se fait de manière extrêmement humble. On est à la fois dans l'observation, l'imagination, et dans le branchement des projecteurs, le réglage des faisceaux, le poids de chaque chose. L'imagination et la matière sont en aller-retour permanent.

L'écriture travaille, pour moi, au même endroit. J'écris ce que je vois. Et parce que j'écris vite, parfois j'écris ce que j'ai cru voir, ce que j'imagine avoir vu. Le travail d'éclairagiste me forge un regard de plus en plus précis sur le monde. En quelque sorte, il m'astreint à être matérialiste. L'écriture en profite.

**Propos recueillis par Catherine Segala**

Pour se procurer l'ouvrage, envoyer un chèque de 10 euros à : Association Le Citron Gare, 12 rue de l'Abbaye, 57000 Metz.

Feuilleton de l'été

# Le disparu de Nuit debout

D'ici la coupure de l'été, soit dans 4 numéros de votre hebdomadaire préféré, vous allez retrouver sur cette page culture un feuilleton d'été à la croisée des chemins et des genres. Bonne lecture.



Épisode 1: Une thèse originale

Qui est le mystérieux manifestant de Nuit debout donné pour mort par ses camarades ?

Lors des échauffourées qui ont suivi la manifestation des policiers place de la République pour dénoncer « la haine anti-flics », des témoins affirment avoir vu un jeune homme succomber aux coups de CRS qui s'acharnaient sur lui. « Il était allongé par terre, ne bougeait plus et ils continuaient à lui taper dessus », déclare Josiane B., employée de La Poste. « Quand ils se sont enfin écartés, il avait disparu », précise Damien V., un de ses collègues. Je suis certain qu'ils ont fait disparaître son corps pour éviter la médiatisation de leur crime. Les descriptions de la victime par ces témoins coïncident. « Il avait la peau sombre et le type indien ou bengalais et il était habillé de façon bizarre, très démodée. C'était probablement un sans-papier, personne ne va s'inquiéter de son sort. On l'avait déjà vu la veille, mais on ne connaissait pas son nom. » Un autre témoignage fait état de l'utilisation par les CRS d'un engin explosif. « On a aperçu une sorte de leur fulgurante, comme s'ils lui avaient balancé une grenade. » De son côté, la préfecture nie tout incident de ce genre et souligne les contradictions de ces témoignages. « Comment imaginer que nos hommes aient pu lancer une grenade, de quelque type que ce soit, sur un homme qui se serait trouvé à leurs pieds, au risque de se blesser eux-mêmes. Ça ne tient pas debout. »

Le mystère reste donc entier pour le moment.

Rapport du capitaine Hervé H en charge de la section B 4 à la DCCRS

Notre section s'engageait dans le boulevard Magenta quand elle a été agressée par un individu porteur d'une arme contondante. Un de nos hommes a alors fait usage de son bâton de défense réglementaire pour se protéger. L'agresseur est tombé. Mais, alors que nous nous apprêtions à l'appréhender, une explosion nous a aveuglés et nous avons du reculer. L'individu a mis cette situation à profit pour s'enfuir. Nous supposons qu'il était porteur d'un engin de type cocktail molotov ou bombe artisanale. Les versions selon lesquelles il aurait été lynché, diffusées sur les réseaux sociaux et par certains médias, sont dénuées de tout fondement.

L'étrange expérience de Fhtagn Azathoth

Tout a commencé quand j'ai choisi le thème de ma thèse de doctorat. Je dois vous préciser que j'étudie les sciences politiques intergalactiques à Hydra 8, une des universités les plus cotées de la planète du même nom. Les tentacules de mon maître de thèse, l'honorable Cthulhu, ont décrit un arc de cercle et son œil frontal est passé du vert à l'orange fluo, ce qui chez lui est un signe de perplexité.

– Les Nuits debout, sur la planète Terre ? N'est-ce pas un phénomène tout à fait mineur à l'échelle de la galaxie ? Vous cherchez l'originalité à tout prix, Azathoth ?

Cthulhu est souvent cassant, voire blessant, mais c'est un personnage qu'il convient de ménager.

– Il se trouve que j'ai visionné une émission de Galaxie + sur ce sujet et que... Je vois, vous puisez votre inspiration dans la tridi. Bien, mais pourquoi pas ? Quand j'avais votre âge, un de mes condisciples avait fait sa thèse sur Mai 68. J'imagine que vous savez de quoi il s'agit, vous qui vous passionnez pour les phénomènes sociaux de cette obscure planète dont l'immense majorité de nos concitoyens ignorent l'existence ?

Je n'en avais que quelques très vagues notions et, avec Cthulhu, il est préférable de ne pas bluffer. J'avais donc mon ignorance. L'une de ses tentacules se pointa sur moi.

– Prenez connaissance de cette thèse. Vous pourriez peut-être par exemple établir une comparaison. Mais ce n'est qu'une suggestion.

– Je pensais commencer par étudier le phénomène sur place. – Vous n'ignorez pas que nos moyens sont limités. Bon, je vous considère comme un excellent élément, Azathoth, je vais donc faire en sorte qu'on vous accorde ce déplacement spatio-temporel. Ne me décevez pas...

Gérard Delteil

Essai

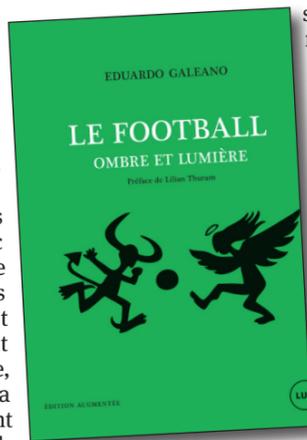
# Football: ombre et lumière

Eduardo Galeano, Éditions Lux, 2014, 19 euros.

« Le football professionnel ne nous conditionne-t-il pas à penser que le système capitaliste qui nous gouverne est juste ? », demande Lilian Thuram dans sa préface. Dans son livre, Galeano y répond. À travers l'histoire et mille histoires et anecdotes, il nous fait partager l'aventure de ce sport populaire et de ceux, souvent venus d'en bas, qui sont devenus joueurs. Né dans les riches écoles anglaises, le football fut exporté en Amérique du Sud, débarqué avec des marins dans les banlieues de sorte que « les travailleurs expulsés par la campagne s'entendirent parfaitement avec les travailleurs expulsés par l'Europe ». Issu de l'élite, il a été approprié par des « gens qui n'avaient jamais mis les pieds dans une école » et qui l'ont marqué de leur empreinte, « l'ont

enrichi en l'expropriant ». C'est ainsi que sont nés des clubs dans les ateliers de cheminots et les chantiers navals, avec des références au monde ouvrier et syndical. Si des dirigeants socialistes et anarchistes dénoncèrent ce nouvel opium du peuple, pour d'autres, le jeu et la convivialité qui l'entourent n'étaient pas l'apanage de la bourgeoisie...

Certes, comme tout produit du capitalisme, le foot est devenu un immense business, les joueurs des esclaves millionnaires sans aucun droit sur leur sport, véritables objets publicitaires mondialisés, contrôlés par une FIFA, modèle d'arnaque et de corruption. Le patriotisme a bien



sûr envahi les stades et le racisme y fait des ravages. Il n'empêche, conclut Galeano : « les technocrates ont beau le programmer jusque dans les moindres détails, les puissants ont beau le manipuler, le football veut toujours être l'art de l'imprévu. L'impossible saute là où on l'attend le moins, le nain donne une bonne leçon au géant et un Noir maigrelet et bancal rend fou l'athlète sculpté en Grèce ». Et puis, le foot, comme le carnaval, donne envie de se jeter dans la danse : « les amis du quartier et les camarades d'usine, de bureau ou de faculté se débrouillent pour s'amuser avec un ballon jusqu'à épuisement, après quoi vainqueurs et vaincus boivent ensemble, fument et partagent un bon gueuleton, tous plaisirs qui sont interdits au sportif professionnel »...

Mónica

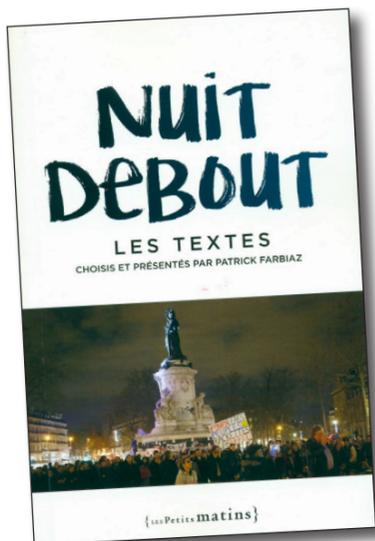
Essai

# Nuit debout. Les textes

Choisis et présentés par Patrick Farbiaz, les petits matins, 2016, 10 euros

Alors que les premiers livres de commentateurs plus ou moins avisés sur le « phénomène » Nuit debout arrivent sur les étagères, ce petit livre tape bien plus juste. En effet, « choix subjectif » et assumé, cet ouvrage compile textes fondateurs, compte-rendu d'activité de commission et diverses élaborations issues de la place de la République, tous rassemblés par Patrick Farbiaz, militant d'EELV notamment animateur de la Semaine anticoloniale et antiraciste.

Débutant par une introduction d'une vingtaine de pages dans laquelle l'auteur resitue Nuit debout dans son projet et sa pratique, le livre laisse vite la place aux écrits de la place même, écrits regroupés en quatre parties thématiques. Se parcourant



aisément, se picorant même (c'est aussi un peu le but de l'exercice, les textes pouvant se montrer d'intérêt inégal), c'est l'occasion de se plonger dans un grand bain de prises de position, de débats, d'élaborations démocratiques, plus ou moins abouties mais porteuses d'un certain souffle tout à fait salutaire. À l'opposé d'un livre bilan voire testamentaire d'un mouvement en voie de disparition, comme le dit l'appel « Levons-nous ensemble » (daté du 8 avril, le 39 mars quoi...) : « Ce mouvement n'est pas né et ne mourra pas à Paris. Du printemps arabe au mouvement du 15M, de la place Tahrir au parc de Gezi, la place de la République et les nombreux autres lieux occupés ce soir en France sont l'illustration des mêmes colères, des mêmes espoirs et de la même conviction : la nécessité d'une société nouvelle, où démocratie, dignité et liberté ne sont pas des déclarations vides. » C'est pas fini, ça ne fait que commencer. À lire dans tous les cas.

Manu Bichindaritz

# «Le piège d'un enfermement des syndicats dans le seul horizon d'une activité de négociation à l'échelle de l'entreprise»



**Entretien.** Maître de conférences en science politique, **Sophie Bérout** a notamment publié plusieurs écrits sur le syndicalisme en France. Avec nous, elles revient sur cette question à la lumière de la mobilisation contre la loi travail.

**Contrairement à ce qui s'est passé lors des précédentes attaques du gouvernement (CICE, accords compétitivité, loi Rebsamen Macron), les organisations sont parvenues à mobiliser largement et longuement. Quelle(s) explication(s) ?**

Plusieurs éléments ont joué, même s'il est toujours difficile de dire pourquoi une mobilisation prend et pas une autre. D'une part, une partie des réseaux militants ont été remobilisés par rapport aux enjeux sur la déchéance de nationalité. Il y avait une volonté d'agir, un ras-le-bol face à l'orientation de plus en plus sécuritaire et autoritaire de ce gouvernement. Une exaspération également bien présente du côté des salariés face à l'accumulation de mesures et de réformes favorables au patronat. D'autre part, début mars, la conjonction de plusieurs initiatives a été déterminante : le succès immédiat et massif de la pétition «Loi travail, non merci», l'implication des organisations de jeunesse, la sensibilisation via les sites créés par des youtubers comme «On vaut mieux que ça !», l'appel à une manifestation d'ampleur et le succès de celle du 9 mars... La convergence de ces différentes initiatives a créé un contexte plus propice à la mobilisation, bien plus que pour la loi Macron par exemple. Un des succès du mouvement contre la loi El Khomri tient, me semble-t-il, à l'articulation sur la durée entre plusieurs modalités d'action : manifestations, grèves sectorielles, mais aussi pétition, votation citoyenne. Cela a permis d'entretenir un haut niveau de mobilisation.

**Au fil des années, dans la pratique, le fossé se creuse entre les syndicats «réformistes» et les «radicaux». Existe-t-il vraiment deux syndicalismes ?**

Oui, très clairement sur le plan idéologique, sur la conception du rôle des syndicats dans l'entreprise et par rapport aux politiques économiques qui sont menées. D'un côté, la direction de la CFDT défend clairement un syndicalisme dont l'horizon principal est celui de la négociation à l'échelle de l'entreprise, comme partenaire reconnu et intégré à l'ordre managérial. Mais il ne s'agit pas d'un syndicalisme «réformiste» : il faut contester ce terme, le mettre en cause. Le projet qui est défendu n'est pas un projet de réforme progressive de l'ordre économique et social, mais bien d'intégration du syndicalisme comme acteur expert, professionnalisé, à l'ordre dominant néolibéral. De l'autre côté, ce qui réunit des syndicats comme la CGT, FO, Solidaires et la FSU est de penser qu'il est encore possible de rejeter cet ordre dominant, de construire des contre-pouvoirs. Mais en revanche, il n'y a pas d'homogénéité, notamment avec FO, dans le projet syndical qui est

défendu. Au niveau de l'intersyndicale, cela a d'ailleurs posé problème, la direction de FO refusant d'avancer des propositions alternatives dans les communiqués communs.

**L'accord de 2008 sur la représentativité visait à une homogénéisation du camp syndical «par le milieu». Qu'en est-il ?**

Dès les premiers moments d'application des nouvelles règles de représentativité syndicale, suite à la loi du 20 août 2008, il est apparu que les dynamiques de reconfiguration dans les entreprises, dans les branches, seraient plus compliquées qu'une simple polarisation autour de la CFDT et de la CGT. Dans certaines entreprises, une réduction du nombre de syndicats s'est produite, mais pas nécessairement dans le sens d'une élimination des acteurs les plus contestataires. Au contraire même, dans l'industrie et dans le commerce, les nouvelles règles de représentativité ont parfois facilité l'implantation des syndicats SUD. C'est d'ailleurs pour cela que le patronat et le gouvernement veulent maintenant aller plus loin et ont pensé l'usage du référendum dans la loi El Khomri : donner des armes, coûte que coûte, aux syndicats réformistes, surtout quand ils sont minoritaires.

**Dans tous les cas, le «syndicalisme rassemblé» défendu depuis des années par la direction de la CGT a-t-il encore un avenir ?**

Cela a été dit lors du dernier congrès confédéral de la CGT à Marseille en avril dernier : le «syndicalisme rassemblé» a constitué une option de la direction de la CGT dans un contexte historique précis, celui de l'après 1995. Aujourd'hui, il est dépassé. La séparation avec la CFDT repose sur des bases idéologiques, sur des options fondamentales quant à la

conception du rôle du syndicalisme auprès des travailleurs. Elle n'est pas surmontable à l'heure actuelle. Tout le défi est de créer des dynamiques unitaires, à géométrie variable (avec FO ou sans FO), susceptibles de favoriser la mobilisation la plus large possible. Sur le moyen terme, on voit aussi toute l'urgence à penser, enfin, des modalités de travail en commun durables entre la CGT, la FSU et Solidaires pour définir une stratégie syndicale d'ensemble.

**Depuis 1995 (avec l'exception du CPE, victoire partielle, portée en grande partie par les jeunes), les stratégies syndicales sont globalement en échec. Brutalité des restructurations/chômage ou panne de stratégie ?**

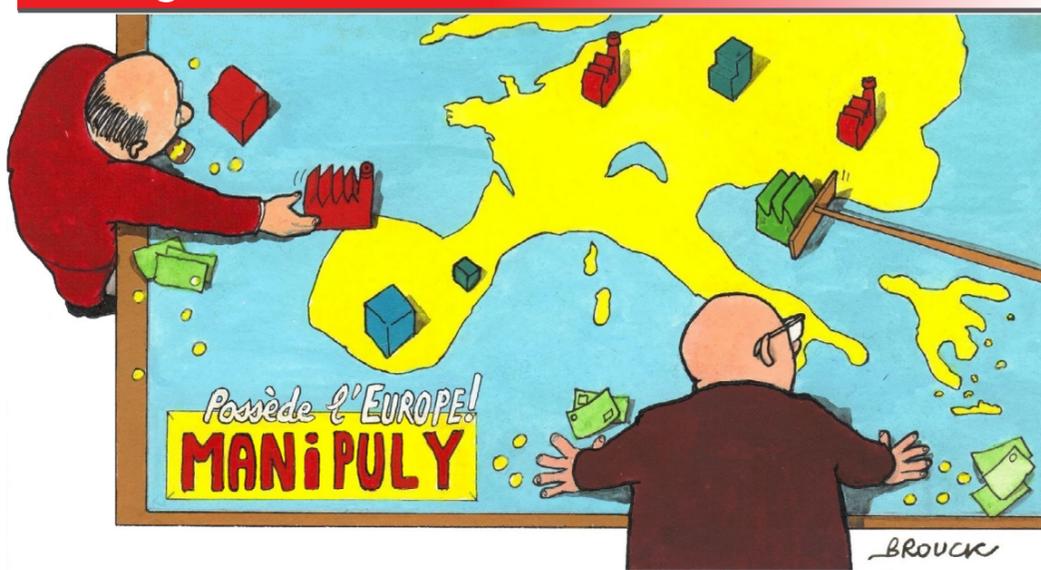
La mobilisation de l'automne 2010 contre la réforme des retraites comme celle que nous vivons aujourd'hui contre la loi El Khomri se heurtent d'abord et avant tout à la violence des choix économiques et sociaux imposés par les gouvernements. Ce qui se passe aujourd'hui montre, s'il en était besoin, combien la référence à une social-démocratie européenne n'a plus de sens. Les gouvernements sous le quinquennat de François Hollande se sont mis clairement au service des intérêts des acteurs financiers, en s'appuyant sur le carcan établi par l'Union européenne. Il y a une sorte d'effacement du politique, de réduction de toute autonomie relative. C'est une donnée que les syndicats vont devoir intégrer : il n'y a plus de marge de manœuvre face à des gouvernements qui travaillent ouvertement pour les classes dominantes, la confrontation est nécessairement très dure et nécessite un rapport de forces exceptionnel. Cela implique, en effet, de repenser les stratégies possibles : comment réussir à produire des solidarités malgré un chômage de masse structurel et malgré le processus

continu de précarisation ? Comment faire entendre d'autres choix possibles malgré l'intense propagande médiatique ? Comment convaincre les salariés de la justesse des revendications qui sont portées et surtout de leur pertinence dans la société actuelle ? Cette obligation à repenser la stratégie syndicale en tirant toutes les conséquences de la violence et de la brutalité des politiques de démantèlement des droits sociaux passe aussi par un examen critique de la présence des syndicats dans différentes sphères institutionnelles : que peut-on véritablement y gagner ? En quoi cette présence peut-elle constituer un point d'appui effectif ? Le piège d'un enfermement des syndicats dans le seul horizon d'une activité de négociation à l'échelle de l'entreprise est bien tendu... Il y a un risque, y compris pour les syndicats les plus contestataires, de voir leurs équipes absorbées par ce type d'activité et de perdre une vision plus globale et plus politique des combats à mener.

**Déclarations séparées, cortèges distincts, peu ou pas d'actions communes entre partis et syndicats, inviolabilité de CQFD (collectif de défense du droit du travail). Le recul d'un front commun syndicats-partis-syndicats ?** La grande nouveauté, je crois, est que la CGT n'a pas eu peur, en ce printemps 2016, de se retrouver dans une confrontation directe avec le gouvernement Valls, à être désignée comme l'ennemie politique n°1. Après 1995 et jusqu'en 2010, il y avait beaucoup de réserves du côté de la direction de la CGT à se retrouver, malgré elle, sur le terrain politique. Là, c'est assumé. Cela peut ouvrir des espaces plus sereins pour construire des coopérations, sur des enjeux précis, entre différents acteurs, syndicats, collectifs, associations, partis.

**Propos recueillis par Robert Pelletier**

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs

Passeurs d'hospitalités - des exilés à Calais

**C'EST GRILLÉ!** Le camp de réfugiés de Grande-Synthe est situé entre les voies de chemin de fer et l'autoroute. La ville est de l'autre côté de l'autoroute, le chemin le plus court et de couper celle-ci. D'autre part, pour des personnes qui tentent majoritairement de passer au Royaume-Uni en se cachant dans des camions, il peut être tentant quand on est juste en-dessous d'une autoroute d'arrêter les camions qui passent pour tenter d'y monter, comme ça se fait à Calais. Ce camp de réfugiés a été installé pour apporter une réponse d'urgence aux conditions très dégradées de l'ancien campement, qui était sur un autre site. Mais très rapidement viennent à la surface les questions de fond : le lien avec la ville (si on construit un nouveau quartier d'un millier d'habitants, on se pose la question de leurs déplacements) ; l'avenir des personnes, et face à la politique de non-accueil du gouvernement français aller au Royaume-Uni reste l'option la plus largement partagée dans le camp. À Grande-Synthe comme à Calais, la réponse du gouvernement est la même : dresser des grilles pour entraver la mobilité. Sans rien résoudre. (...) Localement il s'agit d'aller au-delà de ce camp mis en place pour répondre à l'urgence, vers des solutions de taille humaine, intégrées à la ville. Nationalement, mettre en place une véritable politique d'accueil et s'en donner les moyens, pour que les personnes qui le souhaitent puissent y projeter un avenir. Et profiter du vote britannique en faveur du Brexit pour discuter avec le gouvernement du Royaume-Uni de sa participation à une politique européenne d'accueil et redéfinir par conséquent la situation à la frontière. Sans cela, le Dunkerquois risque de se couvrir de grilles, comme le Calaisais, sans autre résultat que d'aggraver la situation.

«Grande-Synthe va avoir son mur de la honte», Passeurs d'hospitalités, vendredi 1<sup>er</sup> juillet <https://passeursdhospitalites.wordpress.com/2016/07/01/grande-synthe-va-avoir-son-mur-de-la-honte>

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 10 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : [diffusion.presse@mpa2009.org](mailto:diffusion.presse@mpa2009.org)

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre
Hebdo	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR43ZZZ554755

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)